

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 22 DÉCEMBRE
N°333 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

••

Les flics pourront fouiller les voitures

La loi a été adoptée
Voir p.6

Ils s'accrochent à leur plan

GISCARD BARRE LES PERES NOEL DE L'AUSTERITE

Flou et incertitude. Concluant l'interview de Giscard Elkabache trouvait hier soir qu'il avait dit « beaucoup de choses ». Beaucoup de mots c'est certain. Quant au contenu... S'agit-il de la situation politique ? Il a renvoyé à une déclaration qu'il fera le 17 janvier 77. Tout au plus, concernant la « majorité » et l'opposition, il les a qualifiées de « coalitions », ce qui implique des fissures possibles, que chacun peut constater, et laisse très vaguement planer l'hypothèse de nouvelles combinaisons.

Le plan Barre ? C'est celui « du gouvernement », donc pas exactement le sien. Ce qui là encore, évite de trop se compromettre. Cela dit, il le maintient. Réussira-t-il ? En tout cas, même s'il est question de « signes encourageants », « les problèmes ne seront pas résolus » à ce moment là.

Le seul point qui ressorte nettement, c'est une attaque virulente contre les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole. Nous aurions, paraît-il, à leur payer « une rançon ». Que la conjoncture économique, ces dernières années, ait évolué comme toute indépendamment du prix du pétrole, montrant que la crise du capitalisme a son mouvement propre, importe peu au pouvoir.

Ce qui compte, c'est qu'un bouc émissaire soit trouvé, pour faire avaler les amères pilules de 77.

Pour mieux connaître ces dernières, c'est finalement au discours de Barre devant la presse financière qu'il faut se référer : maintien du blocage des salaires — tout au plus admet-il que, fin 77, on pourrait peut être faire quelque chose. C'est si loin et si vague que ça n'engage pas à grand chose. Le chômage ? Mépris toujours aussi superbe : il ne s'agit que de « poches » et le but est de « maintenir un niveau d'emploi satisfaisant ». Le million et demi de chômeurs voilà qui satisfait donc le professeur d'économie qui nous gouverne.

Quant aux patrons, leurs demandes d'aide à l'investissement seront satisfaites, à condition qu'ils restructurent et donc augmentent encore le chômage. Et ils retrouvent



A Clermont-Ferrand, on a pu juger hier de la confiance en sa propre popularité qui est celle de Giscard : le personnel de la piscine qu'il a inaugurée a été soigneusement fouillé. Les CRS quadrillaient la commune de Chamalières sur toute la longueur de ses limites avec Clermont. Ils ont ainsi empêché la manifestation de deux mille personnes, convoquée par les syndicats, de franchir la zone qu'ils tenaient. Cependant, d'autres actions se sont déroulées, à l'initiative des nombreuses entreprises actuellement en lutte.

ront bien dès janvier la liberté des prix industriels : monsieur Ceyrac s'est déclaré satisfait. Un premier demi-aveu d'échec cependant été formulé par le premier ministre : il abandonne l'objectif des 6,5 % de hausse l'année prochaine. « On

ne peut pas dire... » a dit Giscard, (et cela aurait pu faire un titre à ses déclarations), « on ne peut pas dire si 1977 sera plus difficile ou moins difficile que 1976 ». Et « 1977 ne sera pas facile ». A cette volonté, la seule clairement affirmée, d'aug-

menter les difficultés des travailleurs, ceux-ci « peuvent dire » : oui, nous ferons tout, de notre côté, pour que 1977 soit « difficile » à Giscard et à sa classe.

Jean LERMET

MOYEN-ORIENT

MOUVEMENTS EN VUE D'UNE TENTATIVE DE RÉGLEMENTS

- Rabin démissionne : élections en avril ou mai
- Rencontre Sadate-Assad au Caire
- Demain, l'état d'urgence au Liban ?
- Les chars syriens encerclent un camp palestinien à la suite de combats

Voir p.7

- Face au PS, Marchais joue la montre p. 3
- Presse révisionniste : histoire de timbres p. 3
- Répression à Rennes contre les éducateurs et les étudiants p. 6
- Flagrants délits p. 6
- Europe : arrêt des négociations sur la réduction des forces en Europe -P.7-
- Chine : Vers une conférence pour s'inspirer de Tacking -P.7-

NOËL EN ALSACE

De plus en plus de chômeurs, mais aussi des succès contre le plan Barre !

CHANTIER DE VILLEBON DE SGE-SICRA

Les grévistes du chantier tiennent bon

SNCF : la sécurité «nationalisée»

Voir p. 9



Construire l'unité ouvrier-paysan

Voir p. 2

PAYSANS

Les petits producteurs de lait face à la crise

CONSTRUIRE L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS : Obstacles et clarifications

Enquête de Nadine CHATRAS et Bernard PELO

Bien qu'Unicopa se fasse passer pour une «coopérative de gauche», les travailleurs sont obligés de lutter pour améliorer leurs conditions de travail et leurs salaires et pour défendre les libertés syndicales. En 1973, un délégué syndical avait été licencié à Copa-Sud près de Quimper. Tout le groupe avait réagi, si bien que les travailleurs avaient obtenu sa réintégration, ainsi que la démission du président Kersulac, également président de l'Union Laitière Bretonne.

A Guingamp, les ouvriers expliquent comment ils ont popularisé leur lutte auprès des paysans : «Dans ce conflit, on a distribué des tracts aux paysans pour annoncer que la grève était notre dernière cartouche. Du fait que les agriculteurs avaient été avertis, cela s'est bien passé.»

De nouveau, en novembre dernier, les travailleurs

se mobilisent, cette fois contre le plan Barre. Ils élaborent une plate-forme de revendications qui prévoit : une hausse de salaires non hiérarchisée afin d'améliorer les plus bas salaires qui sont à 1 600 F ; l'octroi d'une indemnité de transport pour faire face à la hausse du prix de l'essence, d'autant plus dure à supporter que de nombreux ouvriers habitent la campagne et

qu'il n'y a aucun moyen de transport collectif ; la cinquième semaine de congés payés avec prime de vacance en 77, comme cela existait dès 1975 pour les cadres (ces avantages tendent à se généraliser dans les entreprises avoisinantes) ; enfin, un plan de retour aux quarante heures et l'amélioration effective des conditions de travail.

Afin d'obtenir satisfaction le plus vite possible, les ouvriers des intersyndicales CGT-CFDT des usines de Guingamp, Carhaix et Vannes se coordonnent et veulent faire démarrer le mouvement de grève en même temps dans les trois villes. Cependant, cette coordination échoue et l'usine de Guingamp dé-

marre la première suivie de suite par celle de Carhaix, qui se retrouve quelques jours plus tard seule dans la lutte. A Vannes, FO empêche le mouvement de grève de se déclencher.

LA LUTTE DES OUVRIERS DES COOPÉRATIVES ET L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS A CONSTRUIRE

Au cours de leur lutte, les ouvriers des laiteries sont confrontés directement au problème de

Aujourd'hui se déroule à Bruxelles la négociation qui doit fixer le montant de la taxe dite de résorption.

Ces quelques centimes en moins sur le litre de lait vont aggraver la situation des petits paysans qui seront les plus touchés, et accélérer la différenciation au sein de la paysannerie.

Dans les coopératives, les patrons profitent de la sécheresse pour durcir leurs positions et tenter d'appliquer le plan Barre. A travers les luttes qu'ils développent, les ouvriers des coopératives posent maintenant concrètement le problème de l'alliance nécessaire avec les paysans pauvres qui y ont intérêt.

près la sécheresse, une grève va ruiner «leur» coopérative. La FNSEA manipule et entraîne des paysans pauvres, syndiqués à la FDSEA ou au MODEF. Le laissez-faire de la direction du MODEF en fait les complices des briseurs de grève. Parlant des petits paysans manipulés, un ouvrier nous donne son opinion : «Ils ont du mal à comprendre la grève. Pourtant, ils manifestent eux aussi. Tu me diras, dans cette action, c'est vrai, ils sont canalisés par les gorilles de la FDSEA.»

tre de lait à l'adhérent et être solidaire ! Au nom de la solidarité, ils veulent remettre en cause les avantages acquis, une diminution d'horaire, sans diminution de salaire.»

Qui sont ces patrons qui parlent de solidarité avec les paysans aux ouvriers et que l'on trouve au Conseil d'Administration d'Unicopa ? Ce sont les dirigeants syndicaux de la FDSEA ! Eux, paysans «arrivés», ont intérêt à briser la grève des ouvriers de la coopérative parce qu'ils profitent directement du travail des ouvriers. A propos du plan de restructuration de Landernau, qui aura pour conséquences la fermeture d'une usine à Saint-Brieuc et la modification de la collecte de lait, le journal de la FDSEA explique : «Bien entendu, la réalisation de ce plan pose un problème d'emploi. Cependant à mois d'un blocage des syndicats, il n'y aura pas de licenciement». Ils oublient de dire bien sûr, que leur projet consiste à déporter les ouvriers vers d'autres vil-

les ! Mais les petits paysans manipulés par les notables, laissés à eux-mêmes par le MODEF n'ont pas les mêmes intérêts. Car l'unité du monde paysan n'existe pas ! L'intérêt des paysans pauvres, ce n'est pas de briser la grève des ouvriers, mais au contraire de faire alliance avec eux contre l'ennemi commun qui sont les firmes privées et les coopératives. Un des ouvriers d'Unicopa nous disait : «Moi, je souhaite qu'il y ait une information et même des réunions fréquentes parce qu'il n'y a pas de problème, c'est le même combat. Et, même si la présence des paysans à nos manifestations et leur soutien sont positifs, ce n'est pas suffisant. Ce qu'il faut, c'est une action concertée.»

Mais cette alliance consciente passe nécessairement, pour les paysans, par l'affirmation de la division du «monde paysan», par un «conflit» entre paysans. Un autre ouvrier nous expliquait : «Il est nécessaire de construire l'unité avec les paysans, mais c'est aux paysans de clarifier la lutte des classes...»

Dans le cours même de l'aggravation de la condition des petits producteurs, avec les coups nouveaux portés par Bruxelles, cette clarification commence effectivement à s'effectuer !

Dans les coopératives LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS UNE LAITERIE

Unicopa est une coopérative de Bretagne qui est née en opposition à Landernau, connue comme étant la «coopérative de l'évêché» c'est à dire catholique, liée au Crédit Mutuel de Bretagne, banque elle aussi cléricale. Unicopa apparaît dans le contexte comme une «coopérative de gauche», financée par le Crédit Agricole. C'est, à son début, une coopérative d'approvisionnement pour les paysans. Depuis sept, huit ans, elle s'est beaucoup transformée : d'abord elle s'est mise à ramasser le lait, et cela directement dans les tanks réfrigérants ; Unicopa n'a, en effet, jamais ramassé la crème, ni le lait en bidons.

Elle a tout de suite eu des méthodes modernistes. Aujourd'hui, elle s'est diversifiée et possède dans toute la Bretagne, en plus de quatorze coopératives de base, une dizaine d'usines, quatre laiteries, cinq usines de volaille ainsi qu'une usine de conditionnement de pommes de terre. Ce qui fait mille salariés dans les coopératives de base et mille quatre cents dans les autres usines. Il y a environ quatre mille paysans adhérents d'Unicopa. Le conseil d'administration d'Unicopa est formé de présidents des coopératives de base.

La laiterie de Carhaix emploie, elle, deux cent vingt ouvriers et une vingtaine de personnel de maîtrise. Elle comprend plusieurs secteurs, le ramassage du lait, sa transformation en poudre de lait ou en beurre, la fromagerie.

Plus de la moitié des ouvriers ne touche que 1800 francs brut et les plus bas salaires descendent à 1600 francs. Les chauffeurs qui ramassent le lait font des journées de treize heures,

mais sont mis par la direction dans une position ambiguë du fait de leur rôle charnière entre les ouvriers de l'intérieur de l'usine et les paysans. Ils ne travaillent qu'un jour sur deux (ce qui leur permet d'avoir parfois une autre activité) et reçoivent des primes de prélèvement d'échantillons, si bien qu'ils apparaissent aux yeux des paysans comme des représentants de la coopérative (du fait qu'ils prélèvent les échantillons dont dépend le prix du lait) et pour les ouvriers de l'intérieur, comme des privilégiés dans leurs conditions de travail et leurs salaires. Ceci s'explique par le rôle positif que peuvent jouer les chauffeurs dans la liaison entre ouvriers et paysans par leurs contacts quotidiens avec les paysans. Et ce lien la direction cherche à le briser par tous les moyens, en particulier en leur donnant des avantages.

Nous avons rencontré un ouvrier qui travaille à la fromagerie et qui fait les deux-huit : il travaille de 5 h du matin à 13 h et la semaine suivante de 13 h à

21 h. Ces variations d'horaires font tomber les repas à des heures irrégulières et provoquent à plus ou moins long terme des ennuis digestifs chez tous les ouvriers.

Dans les autres secteurs moins productifs, les ouvriers font les huit heures normales. Mais comme aujourd'hui c'est le fromage qui rapporte le plus, c'est là qu'Unicopa fait tourner les machines à plein rendement, contre la santé des travailleurs. Le travail dans la fromagerie est très dur : «On travaille dans le bruit incessant et assourdissant de l'écremeuse. Le lait est chauffé pour la fabrication du fromage et la température de l'atelier monte jusqu'à 35°. On y fabrique de l'emmental, il faut pousser à la main des fromages de 70 kg, c'est très dur ; même en hiver les gars transpirent sans arrêt, si bien qu'on subit des brusques variations de température de six, sept degrés ! Et le pire, c'est l'humidité qui est tout le temps à saturation. Le résultat, c'est que beaucoup d'ouvriers, jeunes pour la plupart, ont déjà des rhumatismes !»

Les ouvriers dans cette usine sont des hommes, jeunes, issus du milieu rural, le plus souvent même fils de paysans. Le taux de syndicalisation y est élevé, soixante ouvriers sont à la CGT et quatre vingt dix à la FGA-CFDT est majoritaire dans le groupe. Des luttes ont eu lieu et à travers elles, se posent les problèmes de la construction de l'unité ouvriers-paysans !



l'unité ouvriers-paysans :

«Quand on fait grève dans le secteur laiterie, on est coincé parce qu'automatiquement ne pas ramasser le lait, c'est faire supporter la grève par les agriculteurs. Dans le monde ouvrier, la grève, c'est tout le monde. Alors on en a parlé. Les chauffeurs vont collecter le lait pour ne pas faire supporter le conflit aux agriculteurs mais on le stocke, pour que ce soit l'organisme qui supporte la grève.»

Tout le lait collecté chez les paysans devait être payé par la coopérative.

Cependant, deux jours après le début de la grève, un groupe de paysans à Guingamp et à Carhaix vient s'opposer à la grève des ouvriers et tenter de faire sortir les camions de crème pour la faire traiter dans une autre usine. Qui sont ces paysans ? A leur tête se trouvent le président d'Unicopa, Daniélou et les pontes syndicaux de la FDSEA. Ils créent systématiquement la confusion chez les paysans, en leur faisant croire que le lait ne peut pas être payé (alors qu'il a été ramassé), qu'a-

Les ouvriers ont alors décidé de discuter par groupes avec les paysans. Ils nous ont expliqué que dans la discussion, les paysans changeaient de position, comprenaient leur point de vue. Mais leur manque d'organisation ne leur permettait pas de dénoncer ceux qui les avaient amenés ici. Un point de vue contradictoire à l'action n'arrivait pas à s'exprimer clairement et consciemment chez les paysans. Cependant, une deuxième «visite», trois jours plus tard, ne réunissait qu'assez peu de paysans déjà venus.

A cause des liens qui commencent à se tisser entre ouvriers et paysans, la FDSEA joue la division en montant des actions de ce type contre les ouvriers. De leur côté, les patrons de coopératives se servent de la sécheresse pour tenter de réduire les avantages acquis par les ouvriers : «Avec la sécheresse, les patrons parlent de chômage technique, du fait qu'il y a moins de lait. Ils disent qu'il faut donner une meilleure revalorisation du li-

ELECTORALISME MUNICIPAL À GAUCHE

FACE AU PS, MARCHAIS JOUE LA MONTRE

Désormais, la polémique est ouverte entre les deux grands partis de la gauche pour la constitution des listes aux prochaines élections municipales. Au PS qui a décidé, lors de sa convention nationale, de publier ses propositions dans chacune des villes où le compromis n'a pu être encore trouvé, le PCF a répliqué hier, par la voix de Fiterman et de Gremetz : «Nos organisations... continueront... à prendre soin de bien faire connaître à la population le contenu de nos propositions».

Cette déclaration de la direction du PCF ne manque pas de relever ce qui, selon elle, constitue une violation de l'accord conclu entre les partis de gauche en juin dernier. La fédération de Paris du PCF fait de même à propos des initiatives du PS parisien. L'éditorial de l'«Humanité» d'hier brode sur le même thème. Laurent Salini, cependant, prend le soin de préciser : «Les polémiques seraient stériles. L'information, elle, est capitale».

LES LIMITES DE LA POLÉMIQUE

C'est effectivement un trait de la position actuelle du parti révisionniste à l'égard de la social-démocratie : nulle part, alors même que le parti de Mitterrand se permet des coups de canif dans le contrat sans précédent depuis la signature du programme commun, la nature de ses intentions n'est remise en cause par le PCF. On est loin des attaques de l'année 1975. Le parti révisionniste préfère aujourd'hui insister sur «l'importance essentielle du parti communiste, considérée comme essentielle pour les conquêtes ultérieures de l'union de la gauche» (Salini), ou affirmer : «un effacement de notre parti serait préjudiciable au succès de la bataille de la gauche pour les élections municipales et plus généralement de la bataille pour les changements prévus par le programme commun».

LES DIFFICULTÉS DE MARCHAIS

Dans sa formulation, la position du PCF apparaît donc essentiellement comme défensive. Et le fait est que l'évolution de l'électorat dans

la dernière période ne lui donne guère la partie belle vis-à-vis de son partenaire. Le fait est, également, qu'il n'a guère, comme Mitterrand, la possibilité de tenir deux fers au feu, et que sa seule chance de gouverner est de le faire avec le parti socialiste.

Croire que le PCF se contenterait de cette situation serait cependant illusoire. Certes, Marchais se trouve aujourd'hui pris dans une grave contradiction, liée à la nature même du projet révisionniste : chez les cadres et autres couches moyennes essentielles à la réalisation de

ses perspectives, Mitterrand est bien mieux placé que lui. Et, dans la classe ouvrière, la ligne du XXII^e Congrès n'a fait que renforcer une méfiance déjà croissante ces dernières années.

LA «PATIENCE» DES RÉVISIONNISTES

Il reste cependant, pour les élections de mars, un atout au PCF : ce n'est certainement pas dès maintenant que le PS peut envisager de rompre l'union de la gauche dont il lui faut, pour le moins, commencer par tirer tous les fruits électoraux. Les révisionnistes peuvent donc continuer à jouer l'inertie, maintenant leurs positions, et visant à contraindre leur partenaire à une renégociation globale de dernière minute : «poursuivre les négociations», les poursuivre «avec patience», «militer jusqu'au bout pour l'union». Tels sont les termes systéma-



Georges Sarre, sûr de lui et dominateur vis à vis du PCF

en bref... en bref...

• Debré a annoncé pour le mois de janvier la création d'un «comité pour l'indépendance et l'unité de la France». Il s'agit pour lui de s'opposer à l'élection du parlement européen au suffrage universel. Parions que Chirac n'adhérera pas à ce comité alors que Debré a pourtant adhéré au mouvement de Chirac.

• Le PCF n'est pas le seul à être inquiet de

la domination du PS au sein de l'union de la gauche : les radicaux de gauche se sentent à leur tour de plus en plus réduits au rôle de dernière roue de la charrette. C'est pourquoi Fabre menace, au cas où l'accord avec le PS pour les législatives ne serait pas respecté, de «présenter un candidat» aux élections présidentielles. Chiche !

tiquement repris après la convention nationale socialiste dans la propagande du PCF.

Que la période soit à la polémique ouverte, comme en 75, à l'entente apparente, comme depuis le début de l'année, aux tractations électorales, comme aujourd'hui, les partis du programme commun continuent en tout cas à offrir aux travailleurs un visage aussi peu attirant. Le moyen qu'il en soit autrement, avec leurs projets contradictoires, aussi étranges l'un que l'autre à la classe ouvrière ?

Jean LERMET

Discours officiels hier

ILS ONT DÉCLARÉ

Giscard

Sur la situation politique : «Je ne peux pas, en tant que président de la république, participer à la polémique. Le président de la république est au-dessus des partis. La coalition de l'opposition et la coalition de la majorité sont approximativement de la même taille. Il y a eu des modifications dans la majorité et ces modifications rendent nécessaire une clarification». Et de promettre de la donner le 17 janvier.

Sur le plan Barre : «A partir du début de l'année prochaine, nous observerons certains signes encourageants. Ce qui ne veut pas dire que les problèmes seront résolus. Ce plan doit être appliqué tel qu'il est. Ce qui fait que les Français sont inquiets, c'est qu'ils ne sont pas sûrs que ces efforts réussissent, et qu'ils doutent du succès».

Barre

«Les hausses du pétrole que viennent d'arrê-

ter les pays de l'OPEP seront répercutées dans les prix des produits pétroliers». Concernant la monnaie, «le gouvernement (...) utilisera (...) l'instrument essentiel que constituent (...) les taux d'intérêt» : crédit plus cher !

Concernant le chômage : «maintenir un niveau d'emploi satisfaisant». Pour les salaires en 1977 : «En fin d'année, et en fonction des résultats de la politique de lutte contre l'inflation, une éventuelle progression du pouvoir d'achat pourrait être consentie» : après demain, on rase gratis, peut être bien.

Bref, «effort que les Français doivent consentir ne devra pas se relâcher». Pour ce qui est des patrons, Français d'une autre espèce, le gouvernement, «aidera aux adaptations et restructurations nécessaires». Comme la bourgeoisie prend au sérieux cette restructuration, dont elle veut nous faire payer les frais, Barre a ajouté que le gouvernement exigerait, pour distribuer sa

manne, «Des propositions de réorganisation claires et convaincantes des branches qui en ont besoin».

LE PLAN BARRE, CE N'EST PAS POUR LES PRIX !

Le gouvernement vient d'annoncer une hausse de 14,5% du prix des journées d'hôpital, pour l'année 77. Ça fait 8% de plus que ce que le projet de loi prévoyait pour l'ensemble des prix !

Une précision importante vient d'être donnée à propos des loyers. Comme chaque année, ils pourront augmenter au 1^{er} janvier. Mais alors que les augmentations de salaires, selon les vœux de Barre, devraient s'étendre sur toute l'année, les loyers pourront augmenter de 6,5% dès le 1^{er} janvier, et les charges, si elles ne sont pas incluses dans le loyer, augmenteront librement !

• DÉCISION DU TRIBUNAL DE LYON SUR LES CORSES : La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon doit rendre aujourd'hui son verdict à propos des Corses inculpés selon la loi anti-casseurs, après les manifestations à l'aéroport d'Ajaccio. Rappelons que les inculpés, incarcérés sans aucune preuve ont dû faire 21 jours de grève de la faim pour obtenir leur mise en liberté provisoire.

L'AUVERGNE DU CHOMAGE ET DES LUTTES DIT NON A GISCARD

Hier soir à cinq heures, les travailleurs de Clermont manifestaient dans le centre ville, place de Jaude, pour accueillir Giscard. Pas plus qu'ailleurs, malgré les prétentions du président de la république à «s'occuper per-

sonnellement du Massif Central», la classe ouvrière de la région n'est pas épargnée par la crise et l'austérité : 31 000 chômeurs pour la région Auvergne, dont 14 500 pour le seul Puy-de-Dôme. Michelin, qui domine le mar-

ché du travail local, est en train de supprimer 2 000 emplois à Clermont-Ferrand.

Aussi, depuis des mois, la ville est marquée par la série de luttes qui se mènent pour l'emploi, contre les fermetures ou les licenciements massifs. 271 travailleurs sont ainsi menacés à Amisol, 400 chez Ollier, 155 à la SCPC, 110 chez Copono Book, 25 chez Barse, 70 à Centre Métal (Brassac), 180 chez Fougerolle, 70 chez Brillot et 90 chez Mauvernay. On parle de fermeture totale pour les charbonnages d'Auvergne, à Brassac, ce qui supprimerait encore 300 emplois.

Devant la gravité de cette situation, la riposte s'organise vigoureusement. Amisol vient de célébrer le deuxième anniversaire de l'occupation, Ollier en est à son vingtième mois, la SCPC, Copono Book et Centre Métal sont également occupés par les travailleurs. Des initiatives communes ont été prises à plusieurs reprises par les entreprises en lutte contre les licenciements ; notamment pour la venue de Métais à l'ANPE ; le 7 octobre, dans la manifestation syndicale, un pôle combatif se constituait autour d'elles.

PARTI SOCIALISTE

Du tirage à Lyon

Maître André Soulier, avocat «socialiste» lyonnais, a fait dimanche, d'intéressantes déclarations : «J'ai répété au cours de ces derniers mois, et je le maintiens, que la tactique d'union de la gauche avec liste bloquée du parti communiste, du parti socialiste et des radicaux de gauche à Lyon, est non seulement une erreur stratégique, mais une erreur historique».

«Je regrette qu'un débat plus profond n'ait pas eu lieu à cet égard au sein de la fédération socialiste du Rhône, trop vite convaincue par le comité de ville de constituer les listes d'union». «J'ai la triste impression qu'on a allégrement sacrifié Lyon ; la mémoire fait-elle défaut aux responsables politiques ? Lyon fut la ville

de Victor Augagneur, socialiste ; d'Edouard Herriot, radical socialiste ; et de Louis Pradel, radical socialiste. J'ai pour ma part, encore un peu de mémoire...»

Et Maître Soulier de venir au secours de Lyon : il ne veut pas renouveler son mandat de maire de Villié-Morgon dans le Beaujolais en mars prochain. La ville de Lyon l'intéresse beaucoup plus. Il va surveiller de très près la constitution des listes et si le PS ne présente pas de liste homogène, s'il présente avec ses alliés, des listes d'union, il n'est pas exclu que Maître Soulier se joigne à l'équipe PRADEL sous la conduite du successeur «du radical socialiste» Pradel, Francisque Colomb.

LUTTES OUVRIÈRES

Noël en Alsace

DE PLUS EN PLUS DE CHOMEURS...
MAIS AUSSI DES SUCCES
CONTRE LE PLAN BARRE

Dans le Haut-Rhin, le sort des travailleurs des usines Schlumpf, Raclet, Tricot-France, tous menacés de licenciement continuent d'être l'objet de tractations secrètes entre messieurs de la haute finance et de l'industrie. Même situation dans le Bas-Rhin où 157 travailleurs de l'usine Clark viennent de recevoir leurs lettres de licenciement. 27 chez Hoerbiger-France (fabrique de soupapes et de clapets), 15 chez Lumex (matériel électrique) et 56 aux ateliers Holler (élévateurs et ascenseurs).

A l'usine Schlumpf d'Erstein dont le sort a été disjoint du sort des autres usines du groupe (contrairement aux autres usines Schlumpf, l'administration de la filature d'Erstein n'a pas été confiée à la COGEFI auteur d'un plan de redressement global approuvé par les pouvoirs publics et les élus de la majorité, mais à un syndicat nommé par le

Malgré les illuminations traditionnelles et le souci de chaque famille de faire le maximum pour cette fête qui reste chez nous la plus belle de l'année, c'est un sombre Noël qui s'annonce pour la population alsacienne : licenciements, chômage, il n'y a pas si longtemps pratiquement inconnus dans notre région, sont devenus une triste réalité pour des milliers de travailleurs alsaciens. Il ne se passe presque pas de jour actuellement sans qu'on apprenne de nouvelles fermetures d'usine ou compressions de personnel.

jugé) pour permettre un éventuel rachat par le patron nordiste Van de Putte. A l'usine Schlumpf d'Erstein, ce sont 80 licenciements qui sont annoncés.

Dans les Vosges, la fermeture des établissements Lécorché à Moyenmoutier jette à la rue 140 travailleurs. Des menaces sérieuses pèsent sur l'emploi aux mines de Potasse d'Alsace. A Snel-Inox à Schirmeck et à la Verrerie de Vallerythal (environ 150 personnes) la fermeture est envisa-

gée. Le nombre de chômeurs, déjà près de 25 000, est en continuelle augmentation. Pendant ce temps, Giscard d'Estaing, dans le camp retranché du salon du travail manuel à Paris, décore les meilleurs ouvriers de France dont 14 Alsaciens. On croit rêver !

Mais les travailleurs alsaciens ne se laissent pas aller à la résignation. Ainsi les travailleurs de Manurhin à Mulhouse, après une grève très combative de sept jours ont remporté un succès

important battant en brèche le plan Barre : 2,6 % d'augmentation des salaires à partir du 1^{er} janvier, prime fixe exceptionnelle de 300 F, une avance des 4/5 de la perte de salaire résultant des jours de grève. Par ailleurs l'ensemble des heures de grève seront récupérées sur la base de la législation, c'est à dire majorées de 25 ou 50 % comme heures supplémentaires avec repos compensateurs.

Par ailleurs, les travailleurs de Jedy à Schirmeck ont fait grève et ont manifesté mardi dernier en masse pour protester contre le licenciement d'un employé également maire du village de Barenbach où habitent beaucoup d'ouvriers de Schirmeck et des environs et secrétaire de la Fédération Nationale des Maires de France-Communes rurales. La Fédération a elle aussi élevé une vigoureuse protestation. La lutte continue !
Corr. Strasbourg

Chantiers de France
à DunkerqueUNE ÉTRANGE
«VICTOIRE» CGT

Les élections au Comité d'Entreprise des Chantiers de France à Dunkerque, viennent d'avoir lieu. A première vue, les résultats ont de quoi surprendre : dans le collège ouvrier comme dans le deuxième collège, la CGT progresse spectaculairement de + 48 % (premier collège) et + 17 % (chez les ETAM des bureaux et de l'encadrement) ! C'est d'autant plus surprenant apparemment que jusqu'alors la CFDT était majoritaire. Elle perd d'ailleurs très exactement 47 % dans le collège d'électeurs ouvriers et 14 % dans le second...

Aux Chantiers de France, les sièges du CE viennent ainsi de changer à vue de titulaire : les 5 sièges ouvriers pour la CGT (+ 4), la CFDT perdant également un siège dans la maîtrise (CGT et FO se partagent les postes). Déjà les élections de délégués du personnel ce 20 octobre dernier avait apporté une «surprise» du même ordre, puisque 1074 ouvriers de plus qu'en 75 avaient alors voté CGT (soit + 38 % des suffrages) !

exclus de notre syndicat... Est-ce que vous, vous acceptez chez vous ?) Bien entendu cette proposition eut vite une réponse positive : la CGT essayait depuis bien longtemps de mettre un terme à la majorité CFDT dans l'entreprise...

Qui plus est, le moins qu'on puisse dire c'est que que la CGT ne ramassait pas là des victimes de l'actuelle chasse aux sorcières confédérale de la CFDT, pas de ces «coucou» qui empêchent Maire et Séguy parfois de dormir ! «Comme secrétaire du Comité d'Entreprise, je me voyais reprocher de gérer l'argent du patron» fournit comme explication de son exclusion, le chef de file des transfuges, G. Verstraet, dans la Vie Ouvrière de la CGT-Métaux. Celle-ci, ouvrant tout grandes ses colonnes à ces ralliés, d'un genre spécial, de sa campagne «trois millions d'adhérents», leur fait la part belle et a déversé sur la CFDT Dunkerque un flot de colomnes. Reprochant l'absence de démocratie de leur exclusion et se parant de «huit années de lutttes sans trahir la confiance des travailleurs» ces transfuges ont su jouer sur les hésitations de syndiqués et travailleurs insuffisamment mobilisés par la CFDT sur les enjeux de cette question syndicale et désemparés par le ralliement à la CGT (à la veille des élections) de l'ancien représentant CFDT au Comité d'Entreprise. La propagande intensive de la CGT sur le thème de «l'unité syndicale» (qui avancerait de la sorte avec l'absorption de militants CFDT !) a contribué à la confusion. Tout cela, et le forcing CGT contre le «gauchisme» du Syndicat des Métaux de Dunkerque, ont contribué à ce résultat surprenant.

Car là est bien le problème : par tous les moyens, y compris le recrutement de gens qui ont pu voter le licenciement d'un délégué syndical (voir document CFDT ci-contre), la CGT n'a de cesse que de faire payer à la CFDT la politique offensive menée sur Dunkerque, à Usinor (notamment en 74 !). C'est donc cela leur «unité syndicale», mijotée pour après 78 ?

S.R.

OU VA-T-ON A USINOR ?

Où va-t-on à Usinor Dunkerque ? Suite à la réunion du CCE qui annonçait des mesures au niveau d'ensemble du trust, une réunion du CE s'est tenue à Dunkerque le 16 décembre. Cette réunion a confirmé les menaces de chômage partiel : un jour en janvier, les mesures suivantes seront prises au fur et à mesure (châque mois annonce du chômage pour le mois suivant). Il n'y aura pas d'arrêt de la production pendant les congés, les quatre équipes tourneront alors que deux suffisent. Suivant le témoignage d'ouvriers d'Usinor, *rien ce moment, on sacque dans le tas, la production est très forte, on stocke beaucoup. Qu'est-ce que ça annonce pour nous ?* Face à cela, la CGT propose la

relance de la consommation et de l'économie par une augmentation générale des salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail, la «nationalisation d'Usinor dans le cadre du programme commun de la gauche»... Les moyens d'y parvenir ? Aucun ! «Adhérez à la CGT», dit-elle, «faites confiance à l'union de la gauche»... En un mot, attendez 78 ! Quant à Heller, député P.C.F., il envoie une lettre au premier ministre ! Cela ne changera rien pour les ouvriers d'Usinor. Les ouvriers ne peuvent compter que sur leur mobilisation pour faire échec aux menaces du patron aux ordres de Barre !

Correspondant Usinor-Dunkerque

Les travailleurs de Nanterre
n'étaient pas
au rendez-vous

Ce mardi, la CGT de Nanterre avait appelé les travailleurs de Nanterre à venir à un rassemblement à 16 h30 au parc de l'ancienne mairie et à aller ensuite en délégation à la Préfecture pour protester contre les fermetures d'entreprises et les licenciements prévus à Nanterre.

En effet, il y a plus de 4 000 chômeurs à Nanterre et plus d'une dizaine d'entreprises sont menacées de fermeture à court terme (avec déjà plus de 650 licenciements prévus). Pourtant, à ce rassemblement, ne sont venus qu'une centaine de personnes et un cortège sans banderole d'entreprise sans tract, peu

offensif aux cris de : «Non aux licenciements ; Union, action programme commun»

Les travailleurs de Nanterre n'étaient pas présents au rendez-vous ! Il faut dire que la seule perspective, résidait dans une délégation à la Préfecture et une journée d'action le 7 janvier. Sous couvert d'un ton offensif (dont on a l'habitude maintenant) les tenants du programme commun dans la CGT n'étaient pas à même de répondre aux exigences des travailleurs qui n'ont pas vu dans ce rassemblement autre chose qu'une ballade et des manœuvres du côté des élus locaux.

Correspondant Nanterre

Extraits du communiqué du syndicat
de la métallurgie CFDT de la région dunkerquoise

«A la suite d'un accrochage entre deux délégués syndicaux CFDT : Pascal Nowe et Claude Promelle, la direction saute sur la première occasion, en essayant à tout prix de licencier Pascal Nowe, militant syndical actif d'une organisation de classe au service des travailleurs, la CFDT. (...)

Claude Promelle et Gérard Verstraet sont exclus pour les raisons suivantes :

- Claude Promelle a donné un certificat médical au patron, a porté plainte aux flics, a refusé d'obtempérer à la demande du syndicat de retirer ces deux plaintes, ce faisant, il donne pouvoir à la direction de licencier, un délégué syndical.

- Claude Promelle et Gérard Verstraet se sont lavés les mains du licenciement de Nowe en donnant pleins pouvoirs à la direction en votant blanc au Comité d'Entreprise, alors que Promelle s'était engagé le 1^{er} septembre auprès du syndi-

cat à voter contre le licenciement de Nowe - Depuis plusieurs mois, ils contestent et refusent d'appliquer les orientations de la CFDT, ainsi que les décisions du syndicat. - Par leur attitude, Promelle et Verstraet discréditent la CFDT auprès des travailleurs des chantiers. (...)

«Sans renier leur travail des années passées, la CFDT ne peut accepter des traîtres à la classe ouvrière. Les décisions du syndicat ont été prises à l'unanimité». (...)

«Quand deux travailleurs se battent, la tradition est qu'ils s'expliquent entre eux, mais pas que l'un livre l'autre au patron et aux flics.

La CFDT ne votera jamais le licenciement d'un militant quelle que soit son appartenance syndicale. (...)

Le rôle d'un syndicat est de maintenir l'emploi à tout

travailleur, d'être à côté des travailleurs dans leur combat et non pas de se cantonner dans les œuvres sociales du comité d'entreprise.

Depuis longtemps, il y avait un différend de politique syndicale dans l'application des orientations CFDT à l'intérieur des CFD, certains voulant combattre pour les conditions de travail, le droit syndical, etc, les autres préférant s'installer dans le comité d'entreprise.

Être CFDT, ce n'est pas s'installer dans l'argent du patron, mais mener le combat de classe dans le CE, contester la politique patronale en matière d'emploi, salaires, conditions de travail, organisation du travail, sécurité, conquérir l'information pour permettre aux travailleurs de lutter en toute connaissance.

Le syndicat met toute sa confiance dans l'équipe mise en place et qu'il soutiendra !

DES TRANSFUGES
DE LA CFDT

Ce sont en fait des transfuges de la CFDT (ou plus exactement l'utilisation politique, soigneusement orchestrée de leur passage à la CGT) qui peuvent sans doute expliquer pour une bonne part ce résultat inhabituel. En septembre 76 (à quelques semaines donc des élections professionnelles aux chantiers !), 3 anciens délégués CFDT (Marcel Ducrocq, Serge Barroy et Gérard Verstraet) se présentent à la CGT : «Nous sommes

LUTTES OUVRIÈRES

Chantier de Villebon SGE-SICRA

LES GREVISTES TIENNENT BON

Élargissons le soutien

Le chantier SGE-SICRA de Villebon est planté dans une banlieue résidentielle, à l'entrée de la vallée de Chevreuse dans l'Essonne. L'immeuble de grand standing destiné aux cadres supérieurs particulièrement nombreux dans cette région est bien avancé. Mais cela fait cinq semaines maintenant que sa construction est stoppée : les ouvriers sont en grève ! 43 travailleurs immigrés et deux Français tiennent tête bravement à une filiale «bâtiment» du trust CGE avec son patronat de choc que connaissent bien les ouvriers du Joint Français, des Câbles de Lyon ou des chantiers de St Nazaire...

En avril de cette année, prenant déjà une bonne ongueur d'avance sur le plan Barre, la direction de la SGE-SICRA passe un accord avec la CFTC et FO, non représentatifs dans le bâtiment. Cette accord scélébrat est une rude attaque contre les travailleurs : suppression de deux quarts d'heure de déshabillage et de casse-croûte (des acquis de 1936 !), suppression des primes en usage, réduction du temps de travail de 48 à 45 heures par semaine, avec pertes correspondantes.

C'est quand les travailleurs de Villebon ont reçu la prime d'octobre amputée des deux tiers (de 1300 F à 400 F, en moyenne), qu'ils se sont lancés dans la lutte.

Aujourd'hui, ils exigent l'intégralité des primes promises, mais ne veu-

lent pas de certaines primes de «docilité» distribuées à la «tête du client», destinées en fait à entretenir la division entre les ouvriers !

Ils exigent en outre une augmentation horaire de 1,20 F pour tous, un bleu

et des chaussures de sécurité et le paiement des jours de grève.

Au cours de leurs premières semaines de grève les travailleurs grévistes de Villebon ne sont pas restés inactifs : un gala de soutien a eu lieu le jeudi 16 décembre à la salle des fêtes de Palaiseau réunissant plus de trois cents participants. Dans la conférence de presse qui précédait, le représentant du Syndicat Construction Bois CFDT de l'Essonne, en apportant sa totale solidarité aux grévistes, a fustigé l'obstruction systématique de la SGE particulièrement zélée dans son

application du plan Barre et a insisté sur la nécessité de développer la solidarité nécessaire au plan local, prenant exemple des nombreuses collectes qui ont déjà été réalisées avec succès. Les travailleurs de Villebon ne sont nullement décidés à fléchir après cinq longues semaines de grève : le Comité de Soutien qui s'est constitué localement leur permette d'élargir la solidarité autour de leur lutte, notamment auprès des ouvriers des autres chantiers du département et du trust SGE !

Correspondant Massy



QUOTAS FIXÉS POUR LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

La communauté européenne a fixé pour le premier trimestre 1977, les quotas de production assignés par pays et par groupe industriel dans la sidérurgie. En ce qui concerne la sidérurgie française, elle ne devra pas produire plus de 5,65 millions de tonnes d'acier, ce qui revient, pour une année, à une production de 28,25 millions de tonnes. A titre de comparaison, la production était, pour le premier trimestre 74, de 7,17 millions de tonnes, et de 5,49 pour le premier trimestre 76.

Avec ces chiffres, on est loin des objectifs du septième plan qui prévoyait trente-quatre millions de tonnes pour 1980. Cependant, la différence de production par rapport à l'année dernière est évidemment loin d'expliquer les milliers de licenciements prévus par le patronat. Faut-il rappeler que, en quatre ans, de 70 à 74, le nombre d'heures de travail pour la production d'une tonne de fonte est passé de 13,46 à 8,90 ? C'est ce mouvement d'aggravation de l'exploitation que les maîtres de forge sont en train de poursuivre en restructurant leur industrie.

Houillères de Lorraine

«Nous n'acceptons pas cette politique criminelle».

Le 17 décembre, à 6 h 30, Jean Kovarowski, trente et un ans, père de deux enfants était tué à l'étage 226 du puits Renaux, au siège de Merlebach. Et c'est le 28^e assassinat depuis le début de l'année. Vingt-huit morts, voilà tout le sinistre de la bourgeoisie en crise, voilà toute la politique des HBL. Vingt-huit camarades tués... Face à ces assassinats, la colère des mineurs du Bassin Lorrain est grande et profonde. Pour eux, l'acte d'accusation est clair. D'ailleurs, la direction des HBL et la presse locale, se gardent bien de parler de fatalité.

Lundi, jour de l'inhumation du mineur tué, la CGT et la CFDT avaient appelé à une grève de vingt-quatre heures sur le puits Renaux. Mais à part les phrases enflammées sur les panneaux syndicaux, les réactions des directions syndicales sont bien faibles face à ce terrible accident. Face à ces attaques sans précédent de la bourgeoisie, en crise, contre les conditions de vie et de travail.

Vingt-huit morts, les salaires bloqués, les mutations, les menaces de fermeture. «Charbon lorrain : exploiter le maximum jusqu'en '85»

titrait le Republicain Lorrain, du 16 décembre, après la conférence de presse de Runem, président des HBL. On voit les conséquences d'une telle politique.

Edmond Maire, après la mort de Jean Kovarowski, s'interrogeait : «L'audience demandée par notre Fédération des Mineurs, le 23 novembre à M. Beullac, sera-t-elle accordée ? Après ce 28^e morts, faudra-t-il en attendre d'autres». Pensait-il donc qu'une simple audience pourra mettre fin à cette politique des HBL. Pense-t-il

donc en convaincre les mineurs ?

Seule la lutte peut faire reculer l'Etat-patron, et pour les tenants du Programme Commun dans nos syndicats, il faut respecter un certain calme. La «trêve électorale» dont parle Séguin pour ne pas effrayer certains électeurs, est-ce là l'intérêt des mineurs ? Nous n'acceptons pas cette politique criminelle, cette politique de chômage et de misère !

Correspondant Bassin Minier de Lorraine

St Malo : soutien populaire aux ouvriers d'Actime

Une animation inhabituelle regnait samedi dernier porte-St Vincent dans le centre ville à St Malo. Les travailleurs d'Actime (entreprise du Nucléaire, en liquidation), depuis une semaine avec occupation, avaient profité de ce samedi après-midi pour alerter les travailleurs malouins sur les licenciements dont ils sont victimes. Ils n'étaient pas seuls : les ouvriers de la SICCna en lutte depuis 20 mois s'étaient associés à eux dans une commune dénonciation des plans de chômage de la bourgeoisie. Ce sont donc de très nombreux travailleurs de St Malo qui ont pu après avoir lu attentivement les panneaux, manifester leur soutien chaleureux à ceux d'Actime et de SICCna alors qu'au même moment, dans l'autre usine Actime située dans la zone industrielle de St Malo, d'autres travailleurs se pressaient à la journée «Portes ouvertes».

Une journée de popularisation très réussie !

«Le mur du silence a été brisé...»

Extrait d'une déclaration de la section CFDT SGE-SICRA Paris Sud et du Syndicat construction Bois CFDT 94

«(...) Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est resté très en retard par rapport aux autres secteurs de l'économie française. On y retrouve encore tous les éléments des structures industrielles pré-capitalistes, même si dans certains domaines l'évolution a été importante (par exemple l'introduction de la pré-fabrication).

Dans la région parisienne, il y a vingt mille entreprises du BTP, il y en a plus de douze mille dont le nombre de salariés est inférieur à cinq.

La logique de l'évolution du système de production actuel veut que la restructuration du BTP se fasse rapidement, ce, bien entendu, au profit des grandes entreprises (SGE par exemple) et bien entendu sur le dos des travailleurs.

Contradictoirement, la période actuelle de crise économique a en partie aidé à cette restructuration mais, le plan d'austérité freine à la fois les investissements et la consommation.

Par ailleurs, le gouvernement Giscard ne peut se permettre de pousser trop vite à l'élimination d'une partie du secteur qui lui apporte un appui politique.

La SGE (et la SICRA) participent donc directement à l'élaboration, et donc à l'application des mesures patronales et gouvernementales. Plus que d'autres entreprises, elles se refusent à toute concession. Dans le trust CGE toutes les luttes ont toujours été longues et

dures (Joint Français, Ra-teau, Câbles de Lyon, etc) (...).

Bien avant le plan Giscard-Barre, les travailleurs du BTP ont connu leur plan d'austérité à travers le fameux accord du 14 avril 76 (non signé par la CFDT et la CGT).

Cet accord prévoyait une augmentation des salaires de 20 % pour 1976.

Mais :

- on supprimait le casse-croûte et le déshabillage
- on supprimait toutes les primes

- on diminuait les horaires sans compensation. A des salaires déjà très bas, on venait donc imposer aux travailleurs du BTP une baisse réelle de leur pouvoir d'achat (cf. grille de salaire et tract de la section CFDT).

Le seul acquis de l'accord était le travail en cinq jours bien que l'on constate que de nombreuses entreprises passent outre. (...)

Dans la volonté de briser à tout prix l'isolement et d'élargir encore plus la solidarité, un comité de soutien était constitué. (...)

Aujourd'hui, c'est près de trente mille tracts qui ont été diffusés sur les entreprises de la région, des dizaines de collectes ont été organisées. On peut effectivement dire que le mur du silence a été brisé, que les travailleurs du chantier de Villebon presque tous immigrés, ne sont pas restés isolés.

SERVICES EXTÉRIEURS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI CFDT

NON AUX PRESSIONS DE BEULLAC SUR L'INSPECTION DU TRAVAIL

(Communiqué)

Le Bureau National du Syndicat National CFDT des Services Extérieurs du Travail et de l'Emploi s'élève avec force contre les déclarations scandaleuses de Christian Beullac, Ministre du Travail, qui, à Lyon, a pris position en faveur des thèses de Ceyrac et du CNPF à propos des licenciements.

Outre le problème de fond posé par la situation de l'emploi et sur lequel notre confédération s'est exprimée, nous dénonçons l'atteinte intolérable à l'indépendance de la fonction d'inspection du travail. Le Ministre n'a pas le droit de faire pression pour laisser faire. Nous n'en tiendrons pas compte.

Nous constatons à nou-

veau la nocivité du plan Giscard-Barre à l'égard des travailleurs.

Dans le même temps qu'on bloque les salaires, qu'on attaque une nouvelle fois la Sécurité Sociale, on annonce au patronat qu'on est prêt à lui laisser les coudées franches. (Voir l'exemple du Parisien Libéré).

Par contre, rien n'est dit à propos du nouvel accident mortel d'Usinor-Dunkerque. Au contraire, le projet de loi sur les accidents du travail dédouane les patrons.

La CFDT ne peut que constater une fois de plus que le seul interlocuteur qu'écoute le Ministre du Travail, c'est le CNPF.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA LOI SUR LA FOUILLE DES VÉHICULES ADOPTÉE

La loi sur la fouille des véhicules a finalement été adoptée. Le Sénat l'avait pourtant rejetée en seconde lecture, mais après passage en commission mixte des deux assemblées, elle a été adoptée. Désormais les flics auront le droit de faire ce qu'ils pratiquaient déjà illégalement : la fouille des véhicules pour y rechercher des armes. Il leur suffira d'avoir l'autorisation d'un officier de police judiciaire, ou de prétendre l'avoir. La législation de cette pratique annonce son extension. Elle va permettre tous les abus, toutes les provocations et une surveillance renforcée.

Un exemple d'une con-

damnation sous le motif de port d'armes montre le danger d'une telle loi. La 23^e Chambre correctionnelle de Paris, celle des flagrants délits, a condamné lundi dernier à quatre mois de prison avec sursis un Algérien qui avait un couteau à cran d'arrêt ouvert dans sa voiture. Alors pour un couteau, pour un manche de pioche, et pourquoi pas pour un cric, des militants syndicaux, des militants révolutionnaires porteurs de tracts ou non, des jeunes, des immigrés dont la tête ne plait pas pourront être condamnés. Quant aux truands, ce n'est pas ce qui les gênera pour transporter leur artillerie.

Aux flagrants délits

15 MOIS POUR UN COSTUME FANTASIE !

C'est reparti comme avant à la 23^e Chambre à Paris. Après l'intervention en force des avocats il y a deux semaines, les tarifs pratiqués aux «flags» avaient sensiblement baissé, les peines de prison ferme étaient devenues plus rares, des affaires étaient renvoyées avec mise en liberté provisoire, même le ton du président Puydebas s'était fait doux. Cela n'aura pas duré longtemps.

Tout a déjà été dit sur les flagrants délits, sur les rouages de cette justice expéditive, cette machine broyeuse de vies qui distribue quotidiennement des années de prison. Justice aveugle ? Pas exactement. Aveugle au déroulement des faits, insensible aux arguments de la défense, le tribunal de la 23^e Chambre sait distinguer la couleur des peaux, les situations sociales, l'âge des prévenus et il se montre très sensible aux campagnes gouvernementales sur la sécurité. On a beau savoir déjà tout ça, on ressort à chaque fois des audiences avec le même sentiment de profond dégoût. Lundi 20 décembre c'était bien la même routine «l'application de la loi» rituellement réclamée par le procureur.

«VOUS ÊTES ALGÉRIEN, VOUS DEVRIEZ LE SAVOIR»

Une affaire particulièrement éclairante sur les rouages de la machine vaut d'être présentée. Dans le box, un jeune Algérien, 18 ans, plusieurs fois condamné, prévenu de vol et de violences. S'étant vu refuser une chambre d'hôtel par un hôtelier qu'il connaissait, il s'est énervé, l'a bousculé et a pris le tiroir caisse qu'il a renversé. Saisissant une poignée de billets, il dit : «Je te rends si tu me donnes une chambre»

Les faits sont simples, il n'y a pas vol, le témoignage de l'hôtelier permettrait probablement de l'établir avec certitude. Mais les faits n'intéressent pas le pro-

cur, il n'étayera pas son réquisitoire là dessus. Par contre il a remarqué que le prévenu portait un «costume fantaisie» «Ça coûte cher un costume fantaisie, comment l'avez-vous payé ?... C'est vos parents qui vous l'ont acheté, ils vous nourrissent, vous avez 18 ans, vous ne travaillez pas, vous coûtez cher à vos parents. Vous êtes Algérien ne l'oubliez pas. Quand on en aura assez de vous supporter on vous renverra ailleurs. Application de la loi.»

L'avocat peut ensuite expliquer qu'il n'y a pas eu vol, qu'une confrontation avec l'hôtelier s'impose, la machine s'en moque, elle a inscrit jeune Algérien sans travail portant un costume fantaisie, le verdict sort : 15 mois ferme. Et ça continue.

S. Livet

● 150 MÉDECINS DEMANDENT LA GRÂCE PRÉSIDENTIELLE POUR ROLAND AGRET : 150 médecins ont adressé à Giscard une demande de grâce pour Roland Agret qui fait la grève de la faim depuis neuf mois, et n'est maintenu en vie que grâce à des perfusions et une surveillance médicale permanente.

● LYON : Mardi soir, un car d'enfants handicapés est tombé dans le Rhône. Quatorze enfants sont morts, dix sept sont dans un état très grave. Les causes exactes de l'accident ne sont pas encore connues.

répression à rennes

4 mois de prison avec sursis pour Lanoë, prison avec sursis également pour 25 étudiants

La Cour d'Appel de Rennes rendait le 20 décembre deux verdicts dans deux affaires qui avaient largement mobilisé étudiants et travailleurs sociaux. Pour des affaires qui présentaient beaucoup de similitudes pour la justice bourgeoise, les verdicts rendus sont également similaires.

Léon Lanoë, éducateur à quatre mois de prison nantais, avait été condamné avec sursis sous le chef

d'accusation d'incitation de mineurs à la débauche, parce qu'il avait donné des préservatifs à des jeunes. L'affaire passait en Appel le 15 décembre, trois mille cinquante manifestants éducateurs, assistants sociales pour la plupart, avaient défilé dans les rues de Rennes pour exiger la relaxe de Lanoë, aux

cris de «Nous ne serons pas les flics de la jeunesse». C'est bien pour avoir refusé de jouer ce rôle à Nantes dans la cité des Dervallières où il travaille, et parce qu'il participait avec ses camarades aux luttes des habitants de cette cité populaire, que Léon Lanoë a été durement condamné. La Cour d'Appel a confirmé le premier verdict.

Vingt-cinq étudiants rennais passaient le même jour en Appel, non pas de leur fait, mais à la suite de l'Appel de la municipalité. Vingt-quatre d'entre eux avaient été relaxés, le dernier condamné à un mois de prison avec sursis et une amende. Ils étaient inculpés en vertu de la loi anti-casseurs pour déprédations à la suite d'une manifestation. Rien ne prouvait leur responsabilité, mais la loi anti-casseurs est faite pour cela : condamner n'importe quel participant à une manifestation pour les dégâts et les violences occasionnés par cette manifestation. La Cour d'Appel de Rennes a donné raison à la municipalité et à la loi sur la «responsabilité collective», en prononçant vingt-quatre condamnations à deux mois avec sursis, une à trois mois, inscription au casier judiciaire et un million de dommages et intérêts.



Suite de l'affaire Philippe Herrmans :

FERMETURE DE LA MAISON D'ENFANTS DE LA CHAPELLE MONTLIGEON (ORNE)

A la maison d'enfants «Les elfes» à la Chapelle-Montligeon, les éducateurs créent une section syndicale CFDT, dont Herrmans est nommé secrétaire. Aussitôt la section commença à poser la question financière particulière de la maison. Peu après, Philippe Herrmans est licencié pour faute professionnelle grave et inculpé d'atteinte à la pudeur sur enfant de moins de 15 ans. Le licenciement prend effet immédiatement, sans que la procédure légale (conven-

tion collective) soit respectée. Depuis cette date, la répression syndicale se développe contre la section, et la police vient presque quotidiennement interroger, sans témoin, les enfants dont l'établissement à la charge.

La CFDT de son côté contre-attaque et attente plusieurs procès, notamment pour licenciement abusif. Une expertise menée par des psychologues scolaires montre que l'inculpation de Philippe n'est pas fondée, et

qu'il s'agit de «fabulations d'enfants».

L'information se fait sur la répression dans l'enfance inadaptée par la publication d'un «dossier noir santé» par le secteur santé-sociaux CFDT de l'Orne. Un appel à la grève pour le 9-12 est lancé, le jour de la conciliation prud'hommale. Ce jour là environ 150 travailleurs, principalement de la santé se rendent au tribunal de Mortagne pour exprimer leur soutien à Philippe Herrmans.

En fait la conciliation prud'hommale ne peut statuer tant que la procédure judiciaire n'aura pas abouti.

La DASS de Paris dénonce la convention qui la liait à la maison de la Chapelle, ce qui a pour conséquence immédiate de provoquer l'asphyxie financière totale de la maison, et donc sa fermeture. La section CFDT qui voit la fermeture se profiler pour le premier janvier, met alors 22 personnes au chômage sans motif économique possible, accuse le conseil d'administration d'incompétence généralisée.

Le président du conseil d'administration rejetterait volontiers le motif de la dénonciation du contrat sur l'attitude et les méthodes pédagogiques du personnel CFDT, que dans l'ensemble il réprouve.

Une assemblée générale avait lieu hier aux Elfes et une réunion d'information est annoncée par la CFDT pour aujourd'hui à la Chapelle-Montligeon.

— Non à la fermeture des Elfes.
— Non aux 22 licenciements
— Réintégration de Philippe Herrmans.

Correspondant
Mortagne au Perche

Pour Superphénix, le meilleur support publicitaire : la presse du PCF

Il y a quelques jours, le Quotidien du Peuple signalait que la revue d'un «comité de coordination contre la pollution de la vallée du Rhône», à l'initiative de communes gérées par le PCF, était financée en bonne part par le constructeur des centrales nucléaires, l'EDF. Il s'agit là en fait d'une constante de la presse contrôlée par le PCF. Les pages de publicité pour Renault, Air France ou la SNCF ne sont pas nouvelles, que ce soit dans l'«Humanité» ou l'«Humanité-Diman-

che». Entreprise nationalisée oblige... Mais depuis quelque temps, l'une de ces entreprises nationalisées, l'EDF, fait de la publicité un moyen de pression intolérable en faveur du programme électronucléaire gouvernemental, en particulier de son aspect le plus inquiétant : le surrégénérateur Superphénix. Il s'agit bien de propagande, puisqu'au même titre que Dassault faisant de la publicité pour ses «Mirages» dans «Jour de France», il ne s'agit pas d'inciter à acheter. Or,

l'«Humanité Dimanche» semble avoir une prédilection pour ses messages. Mieux, «France Nouvelle», hebdomadaire central, qui fait appel pour la première fois à la publicité cette semaine offre quatre pages à l'EDF pour justifier Superphénix !

Publiquement, le PCF prétend lutter contre le caractère néfaste du programme électronucléaire. Sa pratique en est tout l'opposé. Et c'est elle qu'il faut prendre en compte.

EUROPE

Arrêt des négociations sur la réduction des forces en Europe.

Les négociations sur la réduction des Forces en Europe centrale auxquelles participent les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie n'ont enregistré aucun progrès. La 10^e séance commencée le 30 septembre 1976 a été ajournée hier.

Ces pourparlers qui durent depuis trois ans ne peuvent progresser parce que les super puissances, tout en prétendant les encourager, refusent toute véritable réduction et au contraire font tout pour accroître leurs effectifs militaires.

PORTUGAL :

Difficultés d'approvisionnement

Le prix de la viande a considérablement augmenté au Portugal. Elle manque souvent : il y a de longues files devant les boucheries, alors que la consommation en viande du Portugal est une des plus basses d'Europe. Le pays manque également de poisson, car la concurrence et le pillage accrus des zones de pêche a fait baisser les prises de morue de 36 000 tonnes à 20 000 tonnes.

ESPAGNE :

Franquistes mécontents

A la sortie d'une messe à la mémoire de Carrero Blanco, premier ministre de Franco que les patriotes basques avaient fait sauter il y a trois ans quelques centaines de fascistes ont injurié et bousculé le président des Cortes, l'accusant de trahison du franquisme et réclamant la démission du gouvernement. Quant à l'ancien ministre Oriol, il n'a toujours pas été libéré par ses ravisseurs dont l'exigence reste l'amnistie générale.

MARCHÉ COMMUN-ISLANDE :

Rupture des négociations sur la pêche

Les discussions sur le retour des chalutiers britanniques dans les zones de pêche islandaises ont été rompues. Le Marché Commun proposait que le nombre des chalutiers autorisés soit diminué de moitié, mais cette proposition a été rejetée par l'Islande. Les accords de pêche devant se faire sur la base de la réciprocité, le Marché Commun n'a rien à offrir en échange à l'Islande dont les pêcheurs n'ont pas l'habitude de pêcher dans les eaux européennes. La fermeté de l'Islande s'explique également par le fait que cette année les Britanniques se sont livrés à un véritable pillage des zones de pêche islandaises et à des agressions caractérisées contre les garde-côtes islandais.

CHINE :

VERS UNE CONFÉRENCE POUR S'INSPIRER DE TAKING

Alors que la deuxième conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture continue, le Comité Central du Parti Communiste Chinois a organisé une réunion préparatoire à une conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie qui doit se tenir avant le 1^{er} mai 1977.

LUXEMBOURG : 15 000 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

15 000 travailleurs luxembourgeois ont manifesté samedi dans les rues de Luxembourg pour revendiquer la garantie de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Au Luxembourg, le taux d'inflation a atteint 10,9 %. Cette année les prix ont continué à augmenter. Le chômage a atteint son record pour l'après-guerre.

RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE : UN NOUVEAU RALLIEMENT AU POLISARIO

Sidi Mohamed Brahim Hamuin que le régime d'Hassan avait fait élire comme « conseiller municipal » à El Ayoun, ville du Sahara pour les élections municipales marocaines, a réussi à quitter Rabat et a rejoint le Front Polisario. Il a expliqué que ces élections avaient été faussées et truquées.

MOYEN-ORIENT

RABIN CONTRAINT DE DEMISSIONNER ELECTIONS ANTICIPÉES

Rabin a été contraint de démissionner lundi soir et de préparer des élections anticipées. S'il ne l'avait pas fait mardi matin, la Likoud, le parti religieux, aurait déposé une motion de censure et Rabin était à peu près assuré d'être mis en minorité.

En effet, alors que le Parti National religieux avait des ministres au gouvernement, ce parti s'était abstenu lors d'un précédent vote de défiance au parlement. Cette fois, c'est après l'annonce du limogeage des ministres de ce parti que la Likoud a annoncé son intention, quasiment assurée de mettre Rabin en minorité.

DES OPPOSITIONS ENTRE SIONISTES

Ces joutes parlementaires sont le reflet de difficultés de plus en plus importantes qui agitent les groupes sionistes, après un an de soulèvements en Palestine Occupée, aussi bien en Cisjordanie et à Gaza qu'en Galilée. Les hystériques de la Likoud, notamment, soutiennent la « colonisation sauvage » en Cisjordanie et Gaza, ont défendu les tentatives de judaïsation d'El Khalil (Hebron), ont défendu le gouverneur de Galilée qui voulait mettre en place un plan de judaïsation de cette province, occupée depuis 1948 en chassant les Palestiniens. Ces tentatives se

sont heurtées aux ripostes les plus larges des masses palestiniennes, accroissant la mobilisation contre les projets gouvernementaux de confiscations de terre, d'installation de colonies selon un plan défini. Les petits pas du gouvernement Rabin pour augmenter la colonisation sioniste dans toute la Palestine se trouvaient ainsi démasqués comme poursuivant un but identique à celui de la Likoud. D'ailleurs, Rabin légalisait les colonies sauvages une fois installées, au cours d'une réunion à Kafr Kaddoum, une colonie sioniste de Cisjordanie la semaine dernière, il déclarait lui-même que la Cisjordanie était le cœur d'Israël.

EGYPTE :

QUELLE ISSUE AUX DISCUSSIONS ASSAD-SADATE ?

Le vice-président égyptien a annoncé que les conversations privées entre le président Assad de Syrie et le président Sadate d'Égypte feraient « l'effet d'une bombe qui aura des répercussions dans le monde entier ». Le premier ministre Ismail Fahmi quant à lui a déclaré que les discussions devaient déboucher sur une coordination complète dans les domaines politique et militaire.

Depuis le sommet de Riyad, le contenu des rapports entre la Syrie et l'Égypte, a conduit à promouvoir différents projets de règlements contre la résistance palestinienne pour lui imposer la reconnaissance de l'État d'Israël. Cependant jusqu'à présent, le régime syrien voulait imposer une tédération comprenant les territoires éventuellement évacués par Israël, de son côté l'Égypte défendait le projet d'un État palestinien.

ASSAD PLACERA-T-IL LE LIBAN EN ÉTAT D'EXCEPTION

Aujourd'hui, mercredi, le gouvernement libanais rassemblé par Sarkis se réunira pour la première fois. L'état d'urgence serait proclamé à cette occasion ce qui impliquerait l'institution de la censure ; l'interdiction de réunion sans autorisation préalable et la mise en place de tribunaux militaires.

LES OPPOSITIONS PRENNENT UN TOUR VIOLENT

Bien que tous deux profondément sionistes, le parti travailliste de Rabin et la Likoud s'opposent sur les voies à suivre pour la colonisation de la Palestine. Ces contradictions ont pris un tour particulièrement violent à El Khalil. Tout en imposant le couvre-feu aux masses palestiniennes qui se dressaient contre les sionistes hystériques, l'armée prenait des mesures quasiment sans précédent à l'encontre d'un député leader du groupe le plus hystérique parmi les sionistes, nommé le Gush Emunim, en l'assignant à résidence. De même lorsque le gouvernement a pris ses distances à l'égard du rapport Koenig, le gouverneur de Galilée, sans le relever de son poste toutefois. Tout ce qu'on appelle la droite sioniste a fait bloc autour de lui.

Pour le gouvernement sioniste, les gesticulations de la droite constituent une gêne : leur action ouverte de colonisation entraîne la riposte

large des masses palestiniennes. Cette action justifie les condamnations d'Israël sur le plan international, qui contribuent à l'isoler. C'est une position difficile pour un État entièrement artificiel, et qui veut créer une illusion en essayant de faire passer sa colonisation « en douceur », petit à petit d'une part et en tentant d'autre part d'intégrer des représentants palestiniens au régime d'occupation.

Pour ce qui se nomme la droite, Rabin est un peu un capitulaire. Seule la force paie : les élections en Cisjordanie, à Gaza et en Galilée ont été favorables à l'OLP et ne permettent aucune assimilation ; depuis un an, les soulèvements se succèdent et la répression, telle qu'elle est menée aujourd'hui, est impuissante.

Qui l'emportera de ces deux courants sionistes aux élections ? En tout cas, tant qu'elles n'auront pas eu lieu, en avril ou en mai, cela gèle toute tentative de réunir la conférence de Genève ou toute autre tentative de négociation.

du les journaux financés et dévoués à la Syrie n'ont aucun problème. De même les phalangistes ont toujours le libre usage de leur radio. Dans les rues, les patrouilles syriennes fouillent, vérifient

les papiers, arrêtent. Dans une certaine mesure, l'état d'urgence est déjà appliqué. Sera-t-il officialisé ? Si tel était le cas, parler de gouvernement libanais serait une fiction.

Manifestation en territoire occupé



Un an de manifestations, sous le drapeau palestinien, avec le mot d'ordre « l'OLP est notre représentant » ont plongé les sionistes dans de graves difficultés qui ont conduit aux élections anticipées.

COMBATS DANS UN CAMP PALESTINIEN :

Dans un camp palestinien au sud de Beyrouth des combats auraient éclaté. Les chars syriens ont encerclé le camp dans la matinée. A midi les routes étaient coupées. Les combats semblaient se poursuivre. C'est la plus importante intervention des forces dites de dissuasion au Liban.

INTERNATIONAL

nouvelles d'Afrique

LE NIGER, 5^e PRODUCTEUR MONDIAL D'URANIUM PARVIENDRA-T-IL A PROFITER DE SES RICHESSES ?

La première phase des négociations en vue de la révision des accords de coopération entre la France, ancienne puissance colonisatrice, et le Niger vient d'avoir lieu cette semaine à Paris. Elles se poursuivront à Niamey et devraient s'achever d'ici le mois de mars 77.

Ces accords, signés par la France avec chacun des pays africains auxquels elle a octroyé l'indépendance en 1960, ont tous été renouvelés au terme de crises plus ou moins profondes entre l'impérialisme français et les pays qu'il soumettait par le biais de ces accords, sauf ceux signés en 1961 avec le Niger.

Pourtant depuis 1972 le Niger réclame ce renouvellement et en particulier la révision de l'article 5 par lequel la France obtenait l'utilisation prioritaire des matières premières et produits stratégiques du Niger. Or le Niger s'est avéré être un pays au sous sol riche. Il possède en particulier de l'uranium, du minerai d'étain et sans doute du pétrole.

Depuis avant 1960 le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) avait entrepris à grande échelle la recherche de minerais radioactifs au Niger, tandis que le BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières, français bien sûr) prospectait largement à la recherche de minerais métalliques divers.

En 1966 découverte du gisement d'uranium d'ARLIT dans l'Air dont la mise en exploitation en a commencé véritablement en octobre 1970 sous la direction de la Somair (Société des mines de l'Air) dans laquelle la France avec le CEA, Pechiney Mokta et la Compagnie Française des Mines d'Uranium a 53 % des parts, l'Etat nigérien 33 %, un groupe allemand et un groupe italien se repartissent le reste.

En 1970 découverte d'un nouveau gisement à Akouta qui vient d'être mis en exploitation cette année sous la direction de la Kominak (Compagnie Minière d'Akouta) dans laquelle le CEA est encore majoritaire avec 34 % du capital, le Niger en ayant 31 %, un groupe japonais 25 % et une compagnie espagnole 10 %.

On prévoit déjà qu'en 1978 le Niger sera le 4^e producteur mondial d'uranium or d'ici 1985 il est question d'exploiter dix nouveaux gisements. Voilà la raison pour laquelle la France a repoussé d'année en année puis de mois en mois le renouvellement des accords de coopération avec le Niger.

Depuis 1960 la situation pour les masses populaires n'a cessé de se dégrader dans le pays. Le Niger a été un des pays sahéliers les plus durement touchés par les famines successives et peu à peu une prise de conscience s'est fait jour de la responsabilité du gouvernement dans cette situation en tant que docile serviteur des intérêts impérialistes. Sous la poussée du mécontentement populaire (grèves, tracts, résistance à la culture de traite dans les campagnes) Diori Hamani président du Niger depuis 1960 tente d'imposer avec le Gabon, autre gros producteur d'uranium soumis à l'impérialisme français, une négociation globale du prix de l'uranium à la France. La rencontre a lieu en mars 1974 à Niamey. La France face à cette double délégation refuse toute discussion.

Une nouvelle rencontre France Niger est fixée le 19 avril 1974 mais le 15 avril Diori Hamani est renversé par un coup d'Etat. Quelle drôle de coïncidence !

Depuis les déclarations du gouvernement Kountché au sujet du renouvellement des accords, se font plutôt rassurantes pour la France. On attend la révision en mars 76 puis en septembre 76, mais voilà que fin décembre les discussions sont enfin entamées... cependant sur quelles bases ? Kountché qui réprime à l'intérieur comme on le voit actuellement pour les lycéens, tient vis à vis de la France le langage du « désir de souveraineté effective ».

Au terme de cette première phase de négociation, le ministre des affaires étrangères du Niger, M. Djermakoye a précisé que la France continuera à apporter son « assistance technique militaire » à l'armée nigérienne et que « les accords concernant l'uranium... ne seraient pas modifiés pour le moment ».

Ceci voulant dire que sur les deux points principaux rien ne serait changé. Le « désir de souveraineté effective » du régime Kountché semble bien s'arrêter encore où commence le désir de domination effective de l'impérialisme français. Néanmoins le dernier conseil des ministres nigériens vient d'accorder deux permis de recherche du minerai d'uranium à une compagnie US et à une compagnie canadienne.

Dans ce cas Kountché hésite-t-il entre un reportage du pillage impérialiste et le maintien du statu quo ou est-il vraiment incapable de faire céder l'impérialisme français sur les points fondamentaux ?

Anette Jandet

CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL DU VIETNAM

« LE DROIT DU PEUPLE D'ÊTRE LE MAÎTRE COLLECTIF »

Lundi, s'est clos le quatrième Congrès du Parti des Travailleurs Vietnamiens qui a décidé à l'unanimité de prendre le nom de Parti Communiste du Vietnam.

Les organismes dirigeants ont été élus et présentés. Le Comité Central compte désormais cent trente-trois membres au lieu de soixante-dix.

Le Duan a été élu secrétaire général. Au sein du Bureau Politique sont réélus Truong Chinh, Pham Van Dong, Le Duc Tho, Vo Nguyen Giap. On note également l'élection de Nguyen Van Linh, secrétaire du Parti à Ho Chi Minh Ville et de Vo Van Kiet, président du comité populaire de Ho Chi Minh Ville.

Dans le rapport de Le Duan, dont nous publions un nouvel extrait, le secrétaire général du PTV insiste sur la nécessité de s'en tenir à la dictature du prolétariat, de renforcer le pouvoir de l'État et de donner au peuple tous les moyens d'exercer effectivement le pouvoir d'État, d'avoir « le pouvoir de maître collectif ».

« Une des tâches de premier plan du Conseil de Gouvernement et des comités populaires à tous les échelons est de définir les options et de prendre des mesures pour matérialiser de plus en plus pleinement le droit de maître collectif du peuple sur les plans politique, économique et culturel et assurer le plein exercice et le strict respect de ce droit.

L'organisation d'un contrôle rigoureux et sérieux des activités des organismes de l'État constitue une mesure très importante pour élever l'efficacité de l'État. La structure de contrôle comprend le système d'auto-contrôle de l'appareil d'État et le contrôle assuré par le Parti et par les organisations de masse. Le

contrôle doit devenir un mécanisme obligeant chaque organisation, chaque cadre, chaque citoyen à observer la constitution, les lois, les règlements, à bien accomplir chaque tâche, à fabriquer chaque produit conformément aux normes quantitatives et qualitatives prescrites. La population use de ses droits aux termes de la constitution et de la loi pour lutter contre les infractions commises dans la gestion de l'économie, de la culture, de la vie quotidienne, et obliger les organes de l'État à observer correctement et de la meilleure façon son droit de maître collectif. Tous les organismes de l'État, de l'échelon central à l'échelon de base, doivent

répondre en temps opportun et de manière satisfaisante aux questions soulevées par les masses. Les organes de presse doivent multiplier leurs activités d'enquête et d'étude pour refléter les idées constructives des masses, critiquer le bureaucratisme et les pratiques arbitraires imposées d'autorité. (...)

Le droit du peuple d'être le maître collectif par le canal de l'État, placé sous la direction du Parti, doit être affirmé par la constitution et la loi. La force et le contenu fondamental de la législation socialiste résident justement dans le droit de maître collectif du peuple. Il faut renforcer la législation socialiste afin que les organismes de l'État se soumettent dans toutes leurs activités à des règlements et à un statut stricts, qu'ils respectent vraiment le droit de maître collectif du citoyen et garantissent ses autres droits.

Parallèlement à l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la République Socialiste du Vietnam, notre Assemblée Nationale aura à ratifier une loi sur l'organisation du Conseil de Gouvernement, des conseils populaires et des comités populaires à tous les échelons. Et d'autres lois, régissant l'organisation et les activités de l'État. Il importe d'élaborer et de promulguer en temps voulu un système de lois de

plus en plus complet — en particulier, il faut attacher une grande attention à l'élaboration, dans les meilleurs délais, des lois concernant le domaine économique.

Le droit de maître collectif du peuple se traduit non seulement par le pouvoir de l'État, mais encore par l'esprit d'abnégation des cadres et des employés de l'État et leur attitude inconditionnelle de servir le peuple. Nous condamnons sévèrement l'arrogance, les pratiques arbitraires imposées d'autorité, l'irresponsabilité, voire l'insensibilité devant les difficultés et les souffrances du peuple. Il est nécessaire de prendre des mesures pratiques pour empêcher certains cadres et employés de l'État de devenir une couche de gens privilégiés. D'autre part, le droit de maître collectif du peuple doit se traduire chez chaque citoyen par son souci de veiller aux affaires communes de la collectivité, de la société, d'accomplir constamment ses obligations envers l'État, envers la patrie. La loi doit stipuler clairement les droits et devoirs du citoyen, exiger de chacun l'accomplissement de ses obligations, et elle doit être respectée. Il faut user de contrainte à l'égard de ceux qui ne s'y soumettent pas de bon gré et punir comme il convient tous ceux qui l'enfreignent. »

Thaïlande :

Depuis l'appel du Parti Communiste Thaïlandais pour l'élargissement et l'intensification de la lutte armée contre la dictature fasciste et l'impérialisme, le Front patriotique a remporté de nouvelles victoires.

Dans la province de Surat Thai, les combattants patriotes ont tué le gouverneur adjoint de la province et huit policiers en faisant sauter leur véhicule sur une mine. Dans l'affrontement qui a suivi, un autre policier a été tué et plusieurs autres blessés.

Jeudi, un détachement de guerilleros a pu occuper pendant plusieurs heures la ville de Langoo, dans la province de Statuf, à 1100 km au Sud de Bangkok.

NOUVELLES VICTOIRES DU PEUPLE THAÏLANDAIS



La mobilisation des étudiants contre le fascisme à Bangkok cette année. Après le coup d'État, ils ont rejoint les rangs du Front Patriotique Thaï et pris leur place dans la lutte de libération armée.

Timor-Est :

VICTOIRES DU FRETILIN

Depuis le 5 octobre, l'armée populaire du Fretilin (Front de Libération de Timor-Est) a infligé de lourdes pertes aux troupes d'occupation indonésiennes : 151 soldats de ces troupes ont été tués. L'affrontement le plus important a eu lieu les 13 et 14 décembre près du village de Samara les forces de libération ont tué 89 soldats indonésiens et en ont blessé de nombreux autres.

en bref...

● PAKISTAN : DISTRIBUTION DE TERRES AUX PAYSANS

Le gouvernement pakistanais a décidé la distribution gratuite aux paysans pauvres de plus de cinq millions d'hectares de terres cultivables. Cette réforme toucherait plusieurs millions de paysans.

Afrique : règlements pacifiques de conflits frontaliers

De nombreux pays africains, notamment le Sénégal et la Gambie, l'Éthiopie et le Kenya, le Togo et le Bénin, l'Ouganda et le Kenya ont signé des accords ou des traités pour normaliser leurs relations et régler pacifiquement leurs conflits frontaliers.

Alors que des progrès croissants se font sentir dans le domaine de l'unité politique et économique de l'Afrique, ces décisions permettent de consolider cette unité et d'éviter que les superpuissances s'ingèrent dans les affaires de l'Afrique et attisent de tels conflits.

LUTTES OUVRIÈRES

SNCF

LA SECURITE « NATIONALISEE »

LA SOCIÉTÉ « NATIONALISÉE » TUE AUSSI

Dans la nuit du 13 au 14 décembre, il était 1 h 45 environ, sur la voie entre Orly et Rungis (ligne Choisy Massy), deux cheminots de l'équipement (voie et bâtiment) sont morts. Le «protecteur» de l'équipe, chargé de veiller sur la sécurité, et le chef de brigade ont été happés en plein travail par un train de marchandises se dirigeant sur Paris-Tolbiac. Mortellement blessés, ils ont succombé peu après.

Déchargeant un wagon d'un train de gravillons pour une opération de réfection du balast, les deux cheminots travaillaient (en compagnie d'un troisième agent de la voie et du conducteur de la rame) sur un wagon «trémie» de déchargement sans véritables mesures de sécurité ! En effet, l'équipe au travail ne disposait ni d'un «protecteur avancé» (les signalant suffisamment à l'avance) ni de la signalisation lumineuse qui «normalement» (?) aurait dû être mise en place.

C'est encore une fois la liquidation des effectifs qui est en cause, la restriction des équipes de voie (qui a amené la suppression d'un agent protecteur supplémentaire) qui sont en cause ! Ces morts font partie du tribu payé aujourd'hui par les cheminots à la politique de liquidation des emplois et de blocage des salaires (qui rebute à l'embauche, ou pousse à démissionner pour aller tenter ailleurs de nourrir une famille)... La vigilance et le dévouement des camarades décédés ne peut en aucun cas être en cause ! Et même, c'est au geste de courage qu'il fit pour retenir son camarade que le protecteur Kaminsky doit la mort.

NOUS VOULONS
LA SÉCURITÉ

Aussi comprend-on la colère des cheminots de Paris Sud-Ouest et Paris

Sud-Est contre le silence odieux de la SNCF qui couvre de tels assassinats du travail. Dans le même temps où la



direction générale lanterne les syndicats dans d'académiques discussions sur le règlement de la sécurité du travail (PS 4S) en tentant de l'aligner sur les plus mauvais régimes de travail d'Europe, la lutte s'impose.

On ne peut se contenter, comme le secteur CGT Paris Sud-Ouest de réclamer «que les brigades de la voie disposent en nombre suffisant et normalement formés d'agents protecteurs et

de sentinelles» et «d'effectifs supplémentaires». Il faut s'en souvenir dans les négociations 77 : les cheminots qui vont avoir à s'affronter au blocage des salaires des contrats de misère, ont d'autres comptes encore à exiger de la SNCF et de l'Etat-patron. Il y a une dette de sang ! «Nous voulons la sécurité ! Nous saurons l'imposer !»

Stéphane RAYNAL

COMMUNIQUÉ :
BRISER
LE SILENCE
COUPABLE
DE LA SNCF !

Cinq morts en moins d'un mois sur le secteur de Juvisy-Rungis. Le syndicat CFDT de Juvisy-Rungis a demandé à la SNCF d'assumer ses responsabilités et de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent en matière de conditions de travail, de sécurité, et d'effectifs. Pour l'instant, la SNCF se tait et elle a refusé de rencontrer les syndicats.

Jusqu'à quand ce silence ?

A l'heure où les négociations nationales sur la réglementation du travail à la SNCF (PS 4) sont ouvertes, les morts et les accidents du travail qui se succèdent démontrent l'urgence d'une réforme de cette réglementation.

Syndicat CFDT-cheminots
de Juvisy-Rungis

Interview de cheminots d'Hagondange

Le «Quotidien du Peuple» s'est entretenu avec des militants CGT, cheminots de la gare d'Hagondange, en Moselle sur leurs conditions de travail et de sécurité.

—Le Quotidien du Peuple : La SNCF se présente comme une entreprise modèle au niveau de la sécurité. Toi qui travailles à la voie, qu'en penses-tu ?

—R. (un agent d'entretien de la voie, responsable CGT) : Les règlements de sécurité de la SNCF ne sont faits que pour servir de bouclier à la direction, car les conditions de travail ne permettent pas aux agents de les mettre en application. Sur la région de Metz, il manque actuellement cent cinquante agents de la voie pour combler les effectifs «théoriques» de la SNCF. Les équipes qui sont normalement de sept agents, sont systématiquement réduites à cinq. Pour faire le travail, les agents de protection qui sont chargés de la sécurité des équipes sont utilisés pour travailler dans les équipes, ce qui entraîne des accidents. Comme à Brives, où il y a eu deux morts dernièrement. Les gars de la voie sont de plus en plus victimes de maladies lombaires. D'autres accidents sont aussi dus à la manutention. Le règlement «T9» dit qu'il faut un agent par mètre de rail porté, mais le plus souvent, des équipes de cinq ou six sont obligées de porter des rails de dix-huit mètres. La direction dit qu'il n'y a pas de rendement à la voie, mais les chefs de

dis trict sont toujours derrière les gars pour les faire travailler ! Les travaux doivent être faits entre le passage de deux mouvements : souvent, le temps est tellement court qu'il n'est pas possible d'assurer la sécurité de l'équipe. Et si des retards sont causés aux trains, il y a des sanctions et des primes en moins. Les agents nouvellement embauchés n'ont qu'une formation de trois jours ; des travailleurs de la voie sont utilisés pour s'occuper des catenars électriques de 2 500 volts avec une demi-journée de formation. Tout cela pour des salaires très bas : 1 600 F pour un agent d'exécution du niveau 1.

—QdP : Des affiches vantent «la sécurité de l'emploi et les avantages sociaux» ; la SNCF n'en fait-elle pas un pendant des conditions de travail ?

—R. : Quand les jeunes sont embauchés, on leur fait tout un tas de promesses : les cantines, les logements type studios, les équipements de loisir, les sports, etc. Mais les cantines, il n'y en a que dans les grands centres comme à Metz ou Thionville, de même que les foyers. Ceux-ci de toute façon sont de véritables casernes où tu n'as pas le droit d'amener quelqu'un chez toi. Mais, le plus souvent, les jeunes sont logés dans des baraques ou de vieux logements, sans entretien, à deux dans les chambres comme à Hagondange ; les gars sont obligés d'aller chercher du fuel à 500 mètres de là s'ils veulent se chauffer. D'autre part, les travailleurs sont embauchés comme auxiliaires et ne bénéficient pas du régime de la Caisse de Maladie SNCF. Ils ont obligatoirement des postes de manœuvre ou de manutention et peuvent être licenciés comme dans toute entreprise privée : pour eux, il n'y a pas de «sécurité de l'emploi» dans la SNCF nationalisée !

Un cheminot CGT du service exploitation, délégué du personnel, nous parle de son service :

—Dans le service des gares, le problème des effectifs est aussi grave qu'à l'équipement. Aux heures de pointe, le gars de la manutention doit trimer les colis d'un train à l'autre en traversant les voies rapides où les express roulent à 140 à l'heure ! L'équipe de manœuvre qui est normalement de quatre agents d'après le règlement des patrons, (ce qui est déjà insuffisant), est le plus souvent réduite à trois, ce qui entraîne des risques graves pour les gars qui sont obligés de caler sur plusieurs voies, passer devant des rames de wagons en cours de coupe. Le chef de manœuvre doit accrocher au lieu de surveiller la sécurité de la manœuvre. Dès que les patrons entendent parler de chômage partiel dans les usines, ils suppriment systématiquement des postes au service d'exploitation alors que souvent Sacilor utilise ses stocks pour continuer ses expéditions par chemin de fer. Quand on proteste au Comité, ils prennent note ou ils nous envoient carrément promener.

—Quotidien du Peuple : Dans cette partie de la Lorraine, la plus grande partie du trafic ferroviaire dépend de la sidérurgie. Comment est perçue l'annonce des 20 000 licenciements et les solutions préconisées par le PCF et la CGT, la nationalisation ?

—Déjà, le chômage partiel a des conséquences importantes pour les cheminots, car les patrons en profitent pour supprimer des postes, et intensifier le travail. Les licenciements ? cela aura des conséquences pires encore : il y aura sans doute des mutations, ou même des licenciements car de nombreux gars de la manœuvre sont

des travailleurs immigrés Algériens ou Marocains qui ne sont pas dans un cadre permanent. Quant à ce que proposent les directions syndicales, la nationalisation de la sidérurgie... A la SNCF, nous sommes nationalisés, mais ça n'empêche pas les cadences, les salaires de misère, les suppressions de postes et les accidents ! Les HBL sont nationalisées aussi et cela n'a pas empêché les seize morts de Merlebach, le 27^e à Marienau.

Ce qu'ils nous disent à la Fédération CGT, c'est qu'après 78, ça ne sera pas la même chose. Ce sera géré démocratiquement. Peut-être, mais pour qui et par qui ? Quand on voit le foin qu'ils font pour rallier les cadres à n'importe quel prix ! Ils veulent augmenter la hiérarchie : ils ont créé un niveau de plus, ce qui a fait monter la maîtrise de sept points alors que les travailleurs demandent des augmentations uniformes. Dans un numéro de la «Vie Ouvrière», ils ont marqué que les cadres ne devaient pas hésiter à prendre des sanctions. Qu'est ce que cette gestion démocratique va changer ? Au lieu d'être exploités par les dirigeants actuels, on sera exploités par des cadres, des techniciens et des hauts fonctionnaires ? Attendre 78 pour en arriver là, cela n'intéresse pas les travailleurs ! De plus les licenciements prévus dans la sidérurgie par le plan Barre vont avoir lieu bientôt.

C'est dès maintenant qu'il faut se battre mais il faut aussi se battre tous ensemble, et non pas faire des grévettes de 24 H, par secteurs. De nombreuses boîtes sont en lutte. Il faut les coordonner et non pas les isoler comme le font les directions syndicales. C'est tous ensemble, la sidérurgie, les cheminots, toute la classe ouvrière, que nous arriverons à imposer nos revendications.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand Jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
 - Abonnement de soutien .. 500 F
 - Abonnement de soutien F
- Mode de versement :
- En une fois
 - En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

JOURNÉE PORTES OUVERTES AU FOYER SONACOTRA DE STE GENEVIEVE DES BOIS

Les résidents du foyer de Ste Geneviève organisaient samedi 18 décembre une journée portes ouvertes, invitant les travailleurs français à se rendre compte de leurs conditions de vie dans un foyer. L'après midi débutait par un montage diapos sur les foyers Sonacotra suivi d'un débat sur la réalité de leurs conditions de logement. Après ce débat, eut lieu un petit intermède musical avec la troupe «la communarde», chants ra-

contant la lutte des résidents contre la Sonacotra. Ensuite les travailleurs français ont pu se rendre compte par eux-mêmes de la vie dans le foyer : visite des chambres, des cuisines, etc... Le meeting, après le film sur le meeting central du 23 octobre, était très combatif. Les interventions, par des délégués du comité de résidents et du comité de coordination, expliquaient la lutte des foyers Sonacotra depuis 23 mois, les manœuvres du P«C»F, de la CGT et des différentes

amicales des pays concernés, pour récupérer la lutte. La répression de la Sonacotra et demandaient le retour des 18 camarades expulsés. Les délégués ont exposé les moyens mis en place par la coordination pour faire aboutir la lutte des travailleurs immigrés. A cette occasion, il a été demandé un large soutien aux personnes françaises présentes (une cinquantaine environ), afin de populariser la lutte autour d'eux pour élargir le comité de soutien. Cet

après-midi de lutte se terminait par un sketch sur la situation des immigrés en France, suivi d'un groupe de musiciens arabes qui furent très appréciés par tous les travailleurs.

Le comité de résidents de Ste Geneviève demande à tous les camarades français et immigrés de soutenir sa juste lutte.

Vive le comité de coordination !

Sonacotra cédera !
Corr. Ste Geneviève des bois. Texte rédigé avec des résidents du foyer.

37 ans de loyaux services

Après plus de trente sept ans de loyaux services rendus à la bourgeoisie, le général Ferauge a pris sa retraite. Sa carrière montre bien les rôles dévolus à l'armée bourgeoise. Contre les peuples :

- Envoyé au sud Laos
- Envoyé ensuite en Algérie où il se trouve à la tête du 20^e DI et y prend du grade, passant de capitaine à colonel.
- Contre les travailleurs en France :

- Après avoir assumé différentes fonctions d'instructeur, se retrouvera commandant de la brigade des sapeurs pompiers de Paris en 1971, avec la modeste paie d'un million quatre cent

mille francs par mois (sans compter tous les avantages en nature : logement fourni etc...)

Dirigeant la brigade des sapeurs pompiers de Paris, il n'envoya pas seulement ces hommes de troupes éteindre des feux car ses lances à incendie serviront aussi à réprimer des manifestations et dernièrement encore, dans le cadre d'une collaboration plus étroite encore avec la police, une centaine de sapeurs-pompiers de Paris étaient affectés aux côtés des flics à des tâches de surveillance en haut des toits pour protéger, devinez qui : la venue du pantin Juan Carlos à Paris.

un lecteur



FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes :
BP 68 - Paris 75019

TURQUIE : LIBERTÉ POUR KEMAL DOGAN

16/12/76

Après les signatures d'un contrat d'énergie avec l'URSS, le gouvernement Front National ouvre les portes de la Turquie de plus en plus aux deux super puissances. Dernièrement a été arrêté le rédacteur en chef de l'hebdomadaire révolutionnaire «Halkin Sesi» (la voix du peuple). Il a été jugé illégalement par un tribunal militaire. Leur but : empêcher le développement de l'information révolutionnaire au sein de la masse populaire.

Protestons contre la répression qui s'abat sur l'hebdomadaire «Halkin Sesi» en la personne de son rédacteur en chef Kemal Dogan.

- A bas le fascisme et le révisionnisme
- Ni US, ni URSS, vive la Turquie indépendante et démocratique !
- Halte à la répression contre la presse révolutionnaire et patriote.
- Exigeons la libération immédiate du camarade Kemal Dogan !

Un groupe étudiant patriotique de Turquie
d'Aix en Provence

Paris, le 17 décembre 1976

COMMUNIQUÉ DE LA COORDINATION NATIONALE DES GROUPES FEMMES

La coordination nationale des groupes femmes, réunie à Paris, le 12 décembre 1976, a décidé de développer une campagne pour l'avortement et la contraception libres et gratuits.

La coordination dénonce les limites de la loi Veil et de son application. Elle refuse la restriction du droit à l'avortement en ce qui concerne les femmes mineures, immigrées et étrangères. Elle refuse toutes les mesures administratives et financières de dissuasion. Enfin, elle exige l'abrogation définitive de la loi de 1920.

Le collectif provisoire de la coordination nationale
des groupes femmes

FACE À LA CRISE.... QUELLES PERSPECTIVES ?

- Les projets politiques du PCF et du PS
- Construire un Mouvement d'ensemble contre la crise
- La nécessité pour la classe ouvrière de renverser par la révolution la classe qui nous domine, et d'instaurer la dictature du prolétariat.

Les cellules INSEE, 14^e et Paris Brune, chèques, du PCRml vous appellent à venir discuter de ces perspectives lors de la :

REUNION PUBLIQUE
MERCREDI 22 Décembre à 20 h

à la MJC de Montrouge
88 rue Racine Montrouge.
Bus 68, ou M^o Chatillon Montrouge

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n^o 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

feuilleton

325 000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

75 • épisode

L'attention de Busard fut un moment retenue par la rubrique sportive du journal tombé par hasard entre ses mains. Mais on n'y parlait pas de cyclisme. Il alluma une cigarette et s'efforça de ne penser à rien; c'est difficile. Il se mit à calculer malgré lui : encore seize heures, mille quatre cents carrosses, deux mille deux cent quatre-vingts fois à manier la grille de sécurité, huit mille six cent quarante gestes à faire... Il retourna dans l'atelier.

A quatre heures moins le quart arriva Hélène qui apportait la collation. Marie-Jeanne l'accompagnait.

C'était la première fois que Marie-Jeanne venait à l'usine. Elle portait un imperméable bleu pâle, d'une matière presque transparente, à la mode. Elle s'avança dans l'atelier, un peu raide sur des talons hauts. Elle avait la bouche maussade. Elle détestait d'avance l'usine. La lumière froide des tubes fluorescents, les presses allongées comme de grands animaux, les moules qui s'ouvraient et se refermaient lentement, broyeurs de mains, elle le savait, c'était bien ce qu'elle avait toujours imaginé. Elle sentait tous les regards fixés sur elle.

Hélène, tellement plus à l'aise. Elle travaillait au tour, toute la journée, dans l'atelier paternel. Elle venait souvent à Plastoform, chercher les montures à polir. La plupart des ouvriers la tutoyaient. Elle était fiancée avec un mécanicien de l'atelier des moules.

« Tu es gentille d'être venue, tu es gentille, dit Busard à Marie-Jeanne. On touche à la fin. Tu vois que j'avais raison... »

Les bans étaient publiés. Ils devaient se marier le dimanche suivant et dès le lendemain partir pour le snack-bar. Il savait tout cela, qu'il avait tant souhaité. Mais il n'arrivait pas à être joyeux. Il se demanda pourquoi.

« Je me sens comme au cinéma, dit-il... Ce doit être la fatigue... »

Comme d'habitude, rien ne transparaissait sur le visage bien poncé de Marie-Jeanne.

Il croqua une tablette de chocolat. Hélène insista pour qu'il mangeât un sandwich.

« Non, dit-il, non, je ne peux pas. »

C'était l'heure de relever le Bressan, qui s'en alla dans l'appentis où Hélène lui porta sa collation. Busard recommença de servir la presse. Marie-Jeanne resta à côté de lui, silencieuse.

Il commença tout de suite à suer. Il ôta la veste de son bleu et continua de travailler en tricot de corps. Il ne faisait pas tellement chaud dans l'atelier. Marie-Jeanne supportait très bien la veste de laine qu'elle portait sous son imperméable. C'était l'atelier le plus moderne de Plastoform et il était convenablement ventilé.

Busard continuait de suer. Les gouttes tombaient tout droit de la pommette, qui est saillante, dans le creux de l'épaule, et puis glissaient doucement jusqu'au maillot de corps qui les buvait.

« Je reviens dans un moment », dit Marie-Jeanne.

Elle sortit de l'atelier, à grands pas cette fois, et revint presque aussitôt avec un petit flacon d'eau de Cologne qu'elle était allée acheter chez le coiffeur le plus proche, au coin de l'avenue Jean-Jaurès.

(à suivre)

le laboureur
et ses enfants

Nouvelle version

Ne pourrait-on pas reprendre les thèmes exploités par la littérature bourgeoise et les « retourner » contre la classe dominante.

C'est ce genre de tentative qui a été faite avec la fameuse fable de La Fontaine. On pourrait continuer cette réappropriation culturelle, avec d'autres fables ou d'autres formes d'expression écrite.

« Mes forces déclinent. Non, inutile de me faire un bon sourire rassurant, Jeanne-Marie. Je sens bien que je suis au bout du rouleau. C'est pourquoi je vous ai fait venir tous. Pas seulement toi, la mère, toi, mon fils, vous, mes deux filles ; et vous, mes gendres ; mais vous aussi les voisins et les enfants des voisins.

Approchez-vous, car je n'ai plus guère de souffle.

Jeanne-Marie, donne donc une chaise à la Germaine. Elle n'est pas à son aise debout.

Ce n'est pas que j'ai l'intention de vous faire un long discours. Nous, on n'a pas l'habitude d'ajuster les phrases. Mais tout de même je ne voudrais pas partir sans vous dire ce que j'ai sur le cœur depuis longtemps.

Trimer, j'ai trimé. Et depuis l'âge de dix ans. La mère pourra vous le dire car elle aussi elle a travaillé dur, aussi dur que moi. Sans compter qu'en plus elle a fabriqué les enfants et qu'elle a dû s'en occuper en plus de toutes les besognes de la ferme.

Ah ! tu te rappelles quand on s'est installés. C'est de bon cœur, il faut le dire, qu'on les a retroussés nos manches. Le travail, on ne connaissait que ça, nous autres.

Labourer, herser, semer,

arroser, planter, bêcher, moissonner, cueillir, mettre en gerbes. De beaux verbes, ceux-là, bien parlant, qui racontent à eux seuls toute une vie de paysan.

Pourtant, ne croyez pas que je vais vous faire le vilain coup du bonhomme La Fontaine (pas si bonhomme que ça, d'ailleurs, un vieil égoïste, un vieux conservateur plutôt). Je ne vais pas essayer de vous faire croire, à vous, les jeunes, qu'il y a un trésor caché dans nos champs. Tout cela pour vous pousser à retourner la terre avec plus d'ardeur.

Non, mes enfants, mes voisins, ce n'est pas pour vous conter des balivernes de ce genre que je vous ai demandé de venir.

C'est bien plutôt pour vous mettre en garde. « Travaillez, c'est le fond qui manque le moins », dit la fable.

Eh ! bien, tu te rappelles la mère, on avait sacrément travaillé l'année où on avait planté plusieurs champs de tomates.

Elles étaient magnifiques, nos tomates. Grosses, régulières, charnues. De la belle marchandise.

Eh ! bien, qu'est-ce qu'on a dû en faire ? Les jeter, oui. Pire même, les laisser pourrir et se dessécher sur pied.

C'est que cette année-là, il y avait eu une importation massive de tomates. Alors, les prix avaient brusquement dégringolé.

Bien sûr, ce n'était pas la faute des paysans de l'autre côté de la mer ou de la frontière qui avaient trimé eux-aussi pour faire pousser leurs tomates. Ceux-là, on ne les avait pas consultés non plus pour commercialiser leur produit, comme on dit à la radio. On s'était contenté de leur acheter au prix le plus bas possible. Ils n'avaient pas dû gagner gros, les pauvres.

Depuis, pareille calamité s'est reproduite, vous le savez. Les abricots, les poires, les pêches, à la décharge publique. Pour les poulets, l'affaire s'est compliquée : les marchands d'aliments sont passés dans nos fermes. Ils nous ont fait miroiter des bénéfices extraordinaires...

Alors, on a acheté du matériel, on s'est endetté.

Et, comme on s'est mis tous à produire du poulet, quelle dégringolade des prix !

« Travaillez, prenez de la peine. »

Je ne dis pas qu'il ne faut pas travailler, et dur, quand on est paysan. (Et puis, c'est beau le travail des champs, on voit la graine devenir mince tige, fleur, fruit, on se sent responsable — et fier — de toute cette transformation).

Mais, avant de se jeter tête baissée dans l'ouvrage, il faut réfléchir, s'informer. Connaître les lois de l'offre et de la demande.

Et c'est lois-là, c'est pas facile à saisir, c'est capricieux, ça change tout le temps.

Il faut aussi — et ça c'est bien le plus important — ne pas se replier chacun chez soi, se croyant plus malin que le voisin. On est tous embarqués dans la même barque. Et c'est une sacrée baraque qui prend l'eau par tous les bouts.

Alors, discutez entre vous ; regroupez-vous pour être plus vigilants, plus forts.

Tu te rappelles, Jeanne-Marie, quand les travailleurs de l'usine de kaolin se sont mis en grève : ils sont venus discuter avec nous. On les connaissait, d'ailleurs, la plupart étaient d'anciens paysans ou des enfants de paysans qui avaient dû quitter la terre. On leur a vendu nos produits, sans tous les frais et les intermédiaires habituels. Ils ont payé moins cher, bien sûr. Et, nous, on perdait moins. Chacun y trouvait son compte.

« Prenez de la peine. »

Peu pour travailler aveuglément, comme des esclaves, comme des serfs, mais pour qu'un jour l'ouvrier et le paysan s'entendent pour chasser le patron, le cumulard, l'intermédiaire et qu'ils instaurent la loi du travailleur et non de l'exploiteur.

Vous le verrez, ce jour là, vous les jeunes, si vous retroussiez vos manches hardiment pour ce dur combat.

Paula SACONNET

Programme télé

MERCREDI 22 DÉCEMBRE

TF 1

- 16 h 25 - Les contes de Béatrix Potter. Film anglais de Réginald Mills (1971)
- 17 h 50 - Reflets de la danse : l'enfant et les sortilèges
- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 55 - Festival Tom et Jerry
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Mini-chronique
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Le jeune homme et le lion. Film TV en deux époques.
- 22 h 00 - Les contes du solstice
- 23 h 00 - Journal

- 18 h 00 - Un sur cinq (suite)
- 18 h 40 - Au cœur des choses
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Un chef-d'œuvre du Louvre
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La traviata. Opéra de Verdi
- 22 h 35 - Des parts de lumière. Gabrielle Dorziat
- 23 h 05 - L'âme des poètes : Mouloudji
- 23 h 20 - Journal

FR 3

- 18 h 45 - Pour la jeunesse
- 19 h 05 - Magazines régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Jerry la grande gueule. Film américain de Jerry Lewis (1967).
- 23 h 15 - Journal

A 2

- 16 h 55 - Ciné-club : le cameraman. Film muet américain.

Reportage de Frédéric FERRER

avec les ouvriers de roca

Comment les travailleurs de la SEAT construisent le syndicat unitaire

Roca, usine de radiateurs et de céramique, avec près de 5 000 ouvriers est la deuxième entreprise de Catalogne, à Gavà, dans cette région du Baix Llobregat où les traditions de lutte sont très profondes, mais aussi où le parti révisionniste est fortement implanté. La lutte des ouvriers de Roca est significative, à bien des égards, des termes dans lesquels se mène la lutte de classes en Espagne.

Les travailleurs qui luttent pour leurs propres revendications se forgent de nouveaux instruments de lutte et la répression de la bourgeoisie est d'autant plus féroce que les ouvriers rejettent plus clairement ses tentatives de réforme. Dans le même temps, s'y développent les contradictions avec le révisionnisme dans la mesure où il tente de s'insérer dans les projets de réforme des classes dominantes.

La SEAT (Barcelone) est la plus grande usine d'Espagne avec un total de 27 000 salariés, c'est un peu la Renault-Billancourt de l'Espagne ouvrière. Jusqu'à ces derniers temps, l'influence des révisionnistes y était grande, mais elle a commencé à décliner en raison de l'attitude prise par le PSUC (parti révisionniste catalan) lors de la grande grève de fin 1974-début 1975.

ouvriers ont demandé qu'on leur explique pourquoi et comment se construisait le syndicat unitaire ?

Cela a été fait en assemblée et, sur le champ, les ouvriers ont élu une commission pour créer le syndicat unitaire ! Le plus intéressant, c'est qu'ils ont élu deux délégués « indépendants » et deux membres du PSUC, ceux-ci ont immédiatement renoncé à leur mandat. Ce qui a produit un moment d'hésitation. Le même fait c'est produit à l'atelier n° 7 où se sont quatre « PSUC » qui ont été élus. Devant leur démission, ils se sont fait huer et on a élu quatre autres ouvriers immédiatement. C'est dans l'atelier 7 qu'il y a aujourd'hui le plus grand nombre d'affiliés avec 60 % d'ouvriers qui ont pris la carte du syndicat ! »

Manuel membre de la « commission générale » de la SEAT m'a expliqué comment s'y construit le syndicat unitaire : « Avant les vacances, nous avons lancé une campagne d'information pour expliquer que nous avions mis à bas le syndicat vertical et que nous avions besoin d'un grand syndicat ouvrier. Toutes les tendances des commissions ouvrières participaient à cette action, qui a eu un grand écho. C'était un clameur populaire, qui disait : « si seulement nous avions notre syndicat à nous ! ».

Après la crise des commissions ouvrières, c'est un atelier d'anciens licenciés

L'ECHO
DU SYNDICAT UNITAIRE
DE LA SEAT

« La création du syndicat unitaire à la SEAT a un grand retentissement en dehors de l'usine, de nom-

« Viva la unidad de la classe obrera !
- Viva ! »

Ferme, unanime, voilà le cri des ouvriers de Roca. L'unité de la classe ouvrière, ils savent de quoi ils parlent. Ce dimanche matin, c'est avec leurs femmes et leurs enfants qu'ils sont venus pour préparer la mobilisation générale du lendemain. L'assemblée se tient dehors sur la place : un large espace de terre battue autour duquel s'élevaient les maisons modernes et pourtant déjà vieilles du village Roca.

Ce coin de Gavà appartient tout entier à Roca : l'usine bien entendu qui tient tout le côté de la route, les immeubles, sorte de HLM de brique rouge vendus en copropriété vite posés sur le terrain presque vague et pour lesquels le patron retient 1 800 pesetas chaque mois. Et jusqu'à l'hôpital San Lorenzo où l'on soigne surtout les accidentés du travail, les silicosés de la section « porcelaine », les ouvriers dont la colonne vertébrale a été déformée par le transport de poids excessifs.

Pour les paysans, et les fils de paysans qui se sont installés là il y a quinze ou vingt ans, fuyant le chômage de l'Andalousie ou l'Estremadure, la paix de Roca - une des meilleures de Catalogne - la petite voiture Seat que l'on montre encore avec fierté, l'appartement arrangé avec soin avaient pu cacher un temps cette exploitation féroce. Le « miracle » économique espagnol, c'est de leur sueur et de leur santé qu'ils l'ont payé, à coups d'heures supplémentaires et d'emplois multiples. « Cela les jeunes surtout le comprennent maintenant », m'a dit Elvira, la femme d'un OP. Ils le comprennent, et c'est pourquoi ils luttent depuis maintenant un mois contre le licenciement de leurs délégués.

« VOTRE PROPRE
CHAIR »

Un ouvrier licencié de la première grève de Roca, en 1971, prend la parole et marque les progrès accomplis dans l'organisation des travailleurs : « Nous, en 71, nous étions une poignée, nous nous étions mis en avant tous seuls mais ceux que vous défendez aujourd'hui, vous les avez élus, ils sont votre propre chair vous ne pouvez pas les abandonner ».

En fait il y a à peine un an, les ouvriers avaient élu, encore dans le cadre de la C.N.S (syndicat vertical), des délégués liés à la tendance majoritaire (révisionniste) des commissions ouvrières. En février-mars, c'est au cours d'une lutte de quarante jours qu'ils les ont mis à l'épreuve : « Ils ne défendaient pas la classe ouvrière », disent-ils péremptoirement et ils ont exigé leur démission. La C.N.S n'existe plus dans l'usine, et ce sont des ouvriers qui s'étaient portés à la tête de la lutte qui ont été désignés comme nouveaux délégués. Ils sont révocables.

En octobre, c'était la convention collective, une grève de 24 h obligeait le patron à reconnaître le nouveau comité, mais du bout des lèvres. Le 5 novembre, en pleine négociation, il met à pied le délégué, le 8, il licencie un autre pour incitation à la grève, mais la suspension de l'article 35 de la charta de travail le dispense même de motiver ses actes. Le licenciement est libre dans l'Espagne de Juan Carlos.

La grève est immédiate : équipe après équipe, les ouvriers occupent l'usine. Le jour même, la garde civile les déloge. « Pendant deux jours, m'a dit un camarade, ça a été une vraie guerre ici ». La garde civile a chargé plusieurs manifestations, frappant les passants à coup de crosse, lançant des bombes fumigènes,

déchargeant leurs mitraillettes - à balles réelles - sur les appartements des ouvriers. Leur objectif : empêcher la tenue des assemblées, terroriser les travailleurs. Mais rien n'y a fait, les ouvriers se sont défendus avec acharnement, à coup de pierres, dressant des barricades, ramassant les grenades fumigènes pour les rejeter sur l'adversaire. Ils ont mobilisé la population largement autour d'eux. Après deux jours d'af-



frontements et une manifestation de femmes, le maire de Viladecans est obligé d'intervenir, la garde civile se retire. Mais 41 travailleurs sont licenciés, 4 sont emprisonnés, dix huit en instance de jugement devant le tribunal militaire.

Hier, une bombe a détruit l'appartement d'un délégué. La répression n'a pas cessé, elle s'acharne maintenant plus directement sur les dirigeants de la lutte pour tenter de les apeurer. Tous les moyens sont bons pour s'attaquer à l'organisation autonome et de classe que ce sont donnés les travailleurs.

C'est bien un régime de terreur qui continue de s'abattre sur les ouvriers de Gavà. Témoins, ces enfants qui jouent dans un terrain vague et qui s'enfuient à mon approche : « Il y a des hommes habillés comme tout le monde mais qui sont des gardes civils et qui poursuivent les enfants pour les battre », me disent-ils pour expliquer leur méfiance. Dans un tel climat, que peuvent penser les ouvriers de Gavà, des

tentatives de réformes du gouvernement ? Des nombreuses conversations que j'ai pu avoir, il ressort qu'il existe une conscience très large du fait que la « démocratisation » à la manière de Juan Carlos n'est pas à l'usage des travailleurs, mais concerne essentiellement la classe dominante.

Mais dans cette prise de conscience, les travailleurs rencontrent un obstacle de taille : nous aurons demain en quels termes se développe l'opposition entre les ouvriers de Roca et le révisionnisme.

réintégré, un atelier d'avant garde qui s'est défini le premier. A partir de cet embryon cela s'est étendu à d'autres et maintenant seuls trois ateliers sur douze n'ont pas engagé ce travail.

C'est un processus très simple, l'assemblée élit une commission qui rédige des statuts. Ceux-ci sont adoptés par l'assemblée et on passe à l'affiliation. A la SEAT, nos statuts sont encore provisoires, car on les modifie au fur et à mesure que d'autres ateliers nous rejoignent ! Enfin, il y a une commission générale qui est chargée de diriger l'ensemble.

« A la fonderie, aucun travailleur n'appartenait à la tendance « minoritaire », les

breux travailleurs extérieurs demandent à connaître nos statuts. Au point que nous n'avons plus un exemplaire en réserve... D'autres demandent à adhérer « au syndicat de la SEAT », on nous demande partout d'expliquer le processus de création du syndicat... Nous ne prévoyions pas que cela irait aussi vite. Mais cela ne va pas non plus sans difficultés : à l'heure de s'affilier, il y a des hésitations (dus à la peur de s'affilier à un syndicat illégal et aux pressions des délégués de la COS qui, par exemple refusent de donner leur assistance légale aux travailleurs affiliés au syndicat unitaire).